



ODDO BHF
ASSET MANAGEMENT

Rapport Investisseur Responsable

*ARTICLE 29 DE LA LOI N°2019-1147 (LOI
ENERGIE-CLIMAT – DITE « LEC »)*

ODDO BHF ASSET MANAGEMENT SAS

JUIN 2026

Sommaire

Sommaire	1
1° Approche générale de l'entité	4
1. Approche générale de l'entité concernant la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)	4
1.1 Politique d'exclusion	5
1.2 Intégration ESG	5
1.3 Notre démarche d'engagement actionnarial	11
1.4 Préinvestissement	12
1.5 Vigilance raisonnable ESG	13
1.6 Décision d'investissement	15
1.7 Post-investissement	15
2. Moyens déployés par l'entité	16
2.1 Rapports ESG	16
2.2 Synthèse des documents liés à la durabilité	17
3. Produits financiers « Article 8 » et « Article 9 »	19
4. Initiatives collaboratives	19
2° Ressources internes déployées par l'entité	20
1. Ressources dédiées à l'investissement durable	20
1.1 Ressources humaines	20
1.2 Ressources techniques	21
2. Actions prises pour renforcer les capacités internes de l'entité	22
2.1 Formations ESG	22
2.2 Infrastructure et données/outils ESG/modèles	23
2.3 Amélioration de l'intégration ESG	23
2.4 Reporting et transparence	23
2.5 Développement de fonds/mandats/autres services ESG	24
3° Prise en compte des critères ESG au niveau de la gouvernance de l'entité	24
1. Structure de gouvernance	24
2. Politique de rémunération	24
3. Intégration des critères ESG dans le règlement intérieur du conseil de surveillance	25
4° Stratégie d'engagement actionnarial	25
1. Présentation de la stratégie d'engagement actionnarial	25
2. Décisions de stratégie d'investissement	27
5° Informations sur la taxonomie européenne et les énergies fossiles	27
1. Taxonomie de l'UE	27
2. Énergies fossiles	28

6° Stratégie d’alignement sur les objectifs internationaux de limitation du réchauffement climatique	28
1. Décarbonation de nos stratégies d’investissement	28
1.1 Objectifs quantitatifs	29
1.2 Méthodologie	30
1.3 Indicateurs	31
1.4 Rôle et usage de l’évaluation d’alignement dans la stratégie d’investissement et la complémentarité entre la méthodologie d’évaluation retenue et les autres indicateurs sur les critères environnementaux, sociaux, et de qualité de gouvernance	33
1.5 Impact sur nos stratégies d’investissement	33
1.6 Fréquence d’évaluation	34
2. Évaluation de la trajectoire de transition des sociétés	35
3. Promotion de solutions climatiques	35
7° Stratégie d’alignement sur les objectifs de biodiversité à long-terme	36
1. Mesure de la conformité aux objectifs de la Convention sur la biodiversité biologique	36
2. Contribution à la réduction des principales pressions et impacts sur la biodiversité	41
3. Indicateur d’empreinte biodiversité	41
3.1 Méthodologie	41
3.2 Résultat	43
8° Prise en considération des critères ESG dans la gestion des risques	49
1. Description du processus de gestion des risques	49
2. Risques de durabilité	51
3. Fréquence de revue du cadre de gestion des risques	53
4. Plan d’action pour réduire les risques de durabilité	54
5. Impact financier des principaux risques de durabilité	55



Le présent rapport (« LEC29 » ci-après) a été établi dans le cadre de l'article 29 de la loi Energie et Climat (décret n°2021-663 du 27 mai 2021). ODDO BHF ASSET MANAGEMENT SAS présente les procédures visant à prendre en compte, dans ses stratégies d'investissement, les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et les moyens employés pour contribuer à la transition énergétique. Ce rapport respecte les obligations de publication découlant de l'article 29 applicables à l'entité et aux fonds. La déclaration sur les principales incidences négatives des décisions d'investissement visée à l'art. 4 du règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit SFDR) est publié séparément sur notre site internet. Ce rapport LEC29 couvre nos actifs cotés et privés. Pour la première fois, notre rapport LEC29 s'aligne sur les recommandations de la Taskforce on Climate-related disclosures (TCFD) et la Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (TNFD).

Toutes les politiques générales et documents à portée informative peuvent être consultés sur notre page Internet consacrée à la finance durable¹.

La politique et les rapports d'engagement actionnarial peuvent être consultés sur notre page Internet dédiée aux informations réglementaires².

Tous les documents relatifs aux fonds peuvent être consultés sur leur page Internet respective.³

Tableau de correspondance du rapport LEC29 avec les recommandations de la TCFD et TNFD :

Pilier TCFD / TNFD	Equivalent dans le LEC29
Gouvernance	3) Prise en compte des critères ESG dans la gouvernance de l'entité.
Stratégie	6) Stratégie d'alignement sur les objectifs internationaux de limitation du réchauffement climatique. 7) Stratégie d'alignement sur les objectifs de biodiversité à long-terme. 8) Prise en considération des critères ESG dans la gestion des risques.
Gestion des risques	8) Prise en considération des critères ESG dans la gestion des risques.
Métriques et cibles	6) Stratégie d'alignement sur les objectifs internationaux de limitation du réchauffement climatique. 7) Stratégie d'alignement sur les objectifs de biodiversité à long-terme. 8) Prise en considération des critères ESG dans la gestion des risques.

¹ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/investissement-durable-publications/>

² <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-non-professionnel/informations-reglementaires/>

³ Sauf fonds professionnels et fonds dédiés https://am.oddo-bhf.com/france/fr/investisseur_professionnel/fundspage

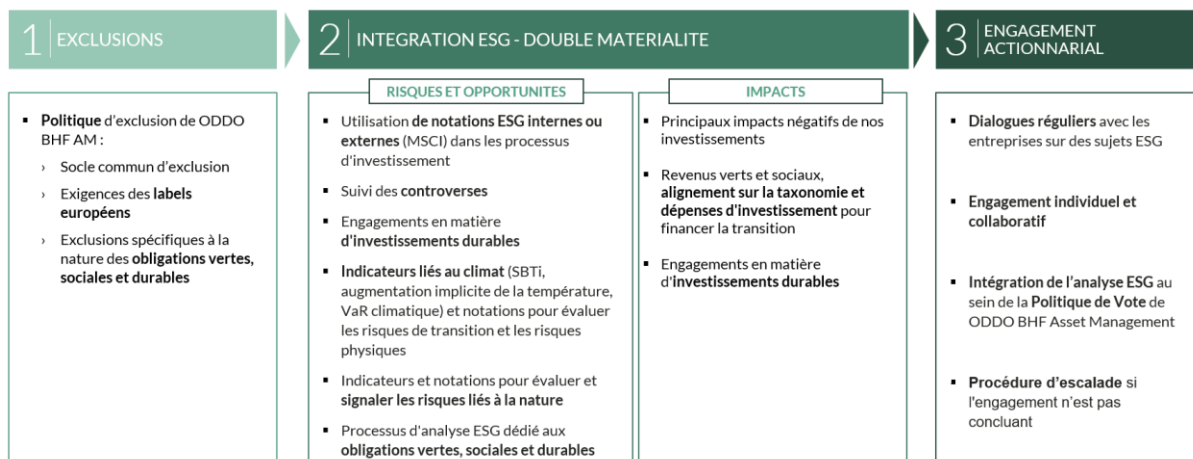
1° Approche générale de l'entité

1. Approche générale de l'entité concernant la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

Actifs listés

Notre démarche ESG s'articule autour de trois piliers : les exclusions, l'intégration ESG et l'engagement actionnarial. Cette démarche vise à mieux gérer notre exposition aux secteurs et émetteurs présentant des risques de durabilité ou des impacts négatifs significatifs, tout en favorisant les investissements dans des entreprises porteuses de solutions durables, tant sur le plan environnemental que social.

Les trois piliers fondamentaux de notre approche ESG pour nos actifs listés



Source : ODDO BHF Asset Management, 2026



Champ d'application des politiques et des processus ESG de ODDO BHF Asset Management pour les actifs listés

		Fonds ouverts Art. 6 SFDR	Fonds ouvertsx Art. 8-9 SFDR	Fonds dédiés et mandats Art. 6 SFDR	Fonds dédiés et mandats Art. 8-9 SFDR
Politique d'exclusion	Socle commun d'exclusions	✓	✓	~	~
	Intégration ESG	✗	✓	✗	✓
Engagement actionnarial	Dialogue	~	✓	~	✓
	Engagement individuel	✗	✓	✗	✓
	Engagement collaboratif	~	✓	~	✓
	Vote <i>Seuil minimum</i>	✓	✓	~	~

✓ Oui ~ Partiellement ✗ Non

Source : ODDO BHF Asset Management, 2026

1.1 Politique d'exclusion

Elle détaille notre socle commun d'exclusions. Il s'agit des exclusions qui s'appliquent à une majorité des fonds ouverts d'ODDO BHF Asset Management, selon le périmètre précisé dans la politique, quelle que soit leur classification SFDR.

La politique d'exclusion précise également les exclusions que doivent respecter les fonds de placement afin de se conformer aux différents labels européens en matière de finance durable.

Pour plus d'informations, notre politique d'exclusion est disponible sur le site web de ODDO BHF AM⁴.

1.2 Intégration ESG

Nous avons développé il y a plusieurs années notre propre modèle de notation ESG pour les entreprises et les émetteurs souverains. Ces notes ESG internes s'appliquent aujourd'hui à nos stratégies d'investissement européennes dans les obligations à haut rendement (*high yield*). Pour le reste de nos stratégies d'investissement dans les actifs cotés, nous nous appuyons sur les notations ESG de MSCI.

⁴ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/investissement-durable-publications/>

Processus d'analyse de la durabilité pour les actifs listés

ENTREPRISES: TOUS LES FONDS ART. 8/9 SAUF LES FONDS HIGH YIELD EUROPEENS

MSCI RECHERCHES ET NOTATIONS ESG EXTERNES DE MSCI

S'appuie sur les notations ESG des entreprises MSCI :

- Notation basée sur 10 thèmes et 33 questions clés en fonction de leur matérialité
- Évaluation basée sur l'exposition aux risques ESG et la gestion de ces risques
- Note ESG globale
- 3 notes (E, S et G)
- Suivi des controverses inclus dans la note ESG

0.0 – 1.4	1.4 – 2.9	2.9 – 4.3	4.3 – 5.7	5.7 – 7.1	7.1 – 8.6	8.6 – 10.0
CCC	B	BB	BBB	A	AA	AAA

Risque élevé... → ... Opportunité forte

Fonds Art. 8 HIGH YIELD EUROPEENS

MODELE INTERNE PROPRIETAIRE ESG

- Notations pour **68 critères ESG** (évaluation de l'équipe ESG combinée à des données externes) dans 8 thématiques E, S et G différentes
- Gestion du capital humain (**20 % de la notation ESG globale**)
- Gouvernance d'entreprise (**20 % de la notation ESG globale**)
- Ces notations sont agrégées sur les piliers E, S et G, ce qui donne **3 scores** pondérés en fonction du secteur, attribuant une **note ESG finale et unique** sur une échelle de 1 à 5.

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

Risque élevé... → ... Opportunité forte

SOUVERAINS

Modèle ESG Interne
POUR LES SOUVERAINS

- 1 Notations de **75 critères** (évaluation quantitative à partir de données externes) réparties dans 15 thèmes des piliers E, S et G ainsi qu'un pilier supplémentaire pour l'économie durable
- 2 Ces notations sont agrégées sur chacun des piliers E, S, G & ECO obtenant **4 scores différents**
- 3 Le score agrégé final met l'accent sur la **gouvernance**, en lien avec notre modèle pour les entreprises

SCORE ESG FINAL

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---





Risque élevé... → ... Opportunité forte

Source : ODDO BHF Asset Management, 2026

1.2.1 Notre modèle ESG interne pour les entreprises

Le modèle de notation développé en interne par ODDO BHF Asset Management SAS s'appuie sur le Pacte mondial des Nations Unies dont ODDO BHF est signataire depuis 2015. Le Pacte mondial repose sur 10 principes en lien avec les droits humains, les droits du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption, et s'inspire des principales normes et conventions internationales.

Les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies

 DROITS DE L'HOMME	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les entreprises doivent promouvoir et respecter la protection des droits de l'homme reconnus sur le plan international; 2. S'assurer qu'elles ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.
 TRAVAIL	<ol style="list-style-type: none"> 3. Les entreprises doivent respecter la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collectif; 4. Contribuer à l'élimination de toutes formes de travail forcé et obligatoire; 5. Contribuer à l'abolition effective du travail des enfants; 6. Contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.
 ENVIRONNEMENT	<ol style="list-style-type: none"> 7. Les entreprises doivent appliquer l'approche de précaution face aux défis liés à l'environnement; 8. Prendre des initiatives visant à encourager une plus grande responsabilité en matière d'environnement; 9. Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.
 ANTI-CORRUPTION	<ol style="list-style-type: none"> 10. Les entreprises doivent lutter contre la corruption sous toutes ses formes, notamment l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.



Source : Organisation des Nations Unies

Le modèle ESG pour les entreprises s'articule autour de 8 thèmes : deux thèmes environnementaux, trois thèmes sociaux et trois thèmes de gouvernance. Il englobe également une partie des principales incidences négatives décrites dans notre déclaration sur les indicateurs des principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité ⁵.

Les 8 thèmes de notre modèle de recherche et de notation ESG pour les entreprises listées liés aux ODD



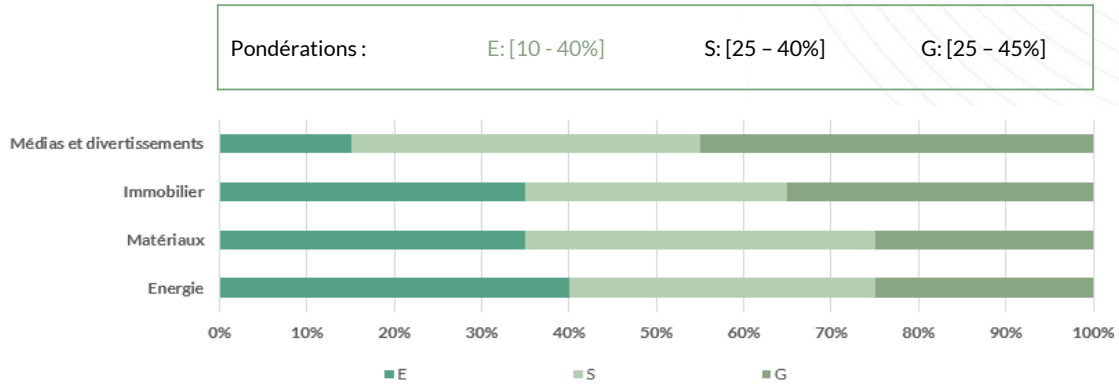
Source : ODDO BHF Asset Management, 2026

Pour chacun de ces 8 thèmes, nous définissons différentes catégories auxquelles nous appliquons un éventail d'indicateurs afin d'évaluer le profil ESG des entreprises de manière quantitative et qualitative. Le modèle repose sur une approche en double matérialité pour chacun des trois piliers, c'est-à-dire les risques externes qui pèsent sur l'entreprise ainsi que les impacts de l'entreprise sur la société et l'environnement.

⁵ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-non-professionnel/informations-reglementaires/>

Le poids des blocs Environnement, Social et Gouvernance est déterminé au niveau sectoriel en fonction des opportunités et des risques à long-terme. Concrètement, nous utilisons une grille nous permettant d’appréhender le degré d’exposition de chaque secteur économique aux enjeux du développement durable.

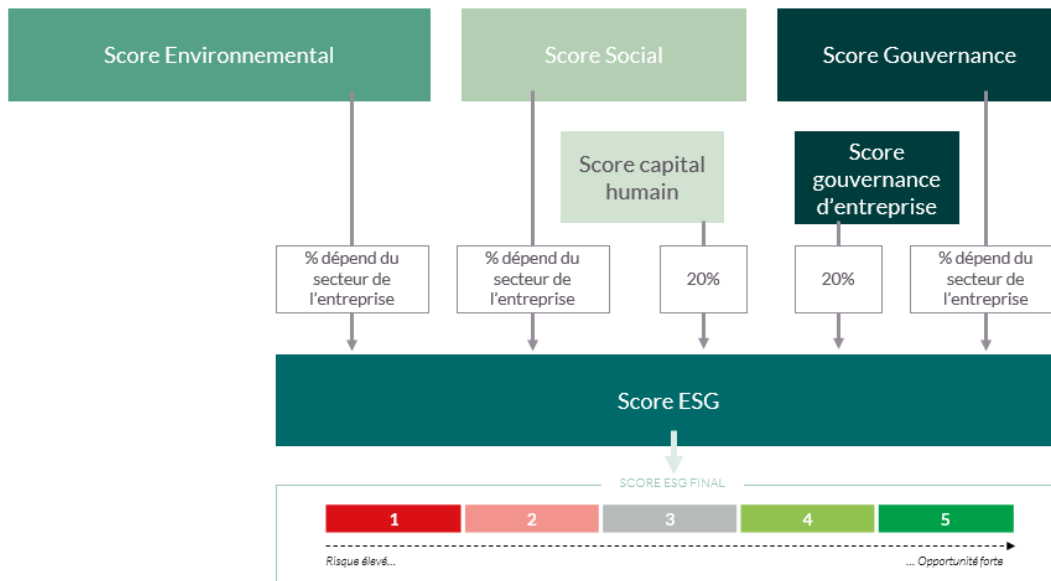
Exemples de pondération des blocs par secteur



Source : ODDO BHF Asset Management, 2026

Chaque entreprise analysée obtient un score absolu sur une échelle de 0 à 100 points pour chacun des trois blocs E, S et G, ainsi que deux sous-scores pour la gestion du capital humain et la gouvernance d’entreprise. Une note ESG agrégée est ensuite calculée après pondération de chaque bloc et prise en compte de la gestion du capital humain et de la gouvernance d’entreprise qui représentent chacune 20 % de la note ESG globale. Les notes permettent ensuite de classer les entreprises sur une échelle comprenant cinq niveaux : Opportunité forte (5), Opportunité (4), Neutre (3), Risque modéré (2) et Risque élevé (1). Les notes ESG sont pour les raisons suivantes : controverses sévères, mise à jour à la suite d’un dialogue et/ou d’une démarche d’engagement avec une entreprise et détérioration de la qualité ESG.

Scores obtenus à partir de notre modèle interne pour les actifs listés



Source : ODDO BHF Asset Management, 2026



L'équipe ESG a également mis en place un suivi des controverses pour alimenter l'analyse ESG des émetteurs. Nous nous appuyons sur les alertes et les flux de données fournis par notre prestataire externe MSCI ESG Research. Ce système de surveillance examine en permanence les positions investies des fonds Art. 8-9 SFDR et signale les entreprises impliquées dans des controverses ESG. L'univers d'investissement est mis à jour chaque trimestre.

Une note de 1/10 (équivalente à un drapeau orange) basée sur la méthodologie MSCI déclenche automatiquement un processus de diligence raisonnable réalisé par l'équipe de recherche ESG afin de confirmer l'importance de la controverse. Les controverses moins graves (drapeau jaune ou inférieur) nous sont communiquées, mais n'impliquent pas une action immédiate, sauf si elles s'aggravent ou sont liées aux contraintes ESG d'un fonds.

En fonction de l'importance de la controverse en termes de fréquence et de niveau de risque, un processus d'escalade structuré est mis en œuvre. Ce processus s'applique uniquement aux controverses sévères ou très sévères. Pour les controverses modérées et mineures, nous surveillons la situation et aucune action immédiate n'est requise, sauf si le statut de ces controverses évolue défavorablement.

Sévérité	Fréquence	Évaluation des risques par l'équipe de recherche ESG ¹	Escalade
Sévère	Répétée	Élevé	Lancement d'un dialogue ou d'un engagement individuel si nécessaire
Très sévère	Isolée	Élevé	Lancement d'un dialogue ou d'un engagement individuel si nécessaire
Très sévère	Répétée	Très élevé	Engagement (individuel ou collaboratif), placement sur liste de surveillance
Très sévère	Persistente (aucune amélioration, voire aggravation)	Très élevé	Mesures d'escalade supplémentaires (par exemple, sanctions à travers les vote, réduction de position, voire exclusion)

¹ Niveaux de risque : faible, moyen, élevé, très élevé

1.2.2 Modèle MSCI

L'outil MSCI ESG Research mesure l'exposition et la gestion des risques et opportunités environnementaux, sociaux et de gouvernance matériels des entreprises. Les notations ESG vont du meilleur (« leader ») (AAA, AA) au plus mauvais (« laggard ») (B, CCC) en passant par la moyenne (A, BBB, BB). Le modèle MSCI ESG Ratings identifie les risques ESG (enjeux clés) les plus importants pour une sous-industrie ou un secteur GICS®.

Hiérarchie du modèle de notation ESG de MSCI Research

Notation ESG (IVA)									
Pilier Environnement				Pilier Social				Pilier Gouvernance	
Changement climatique	Capital naturel	Pollution & gestion des déchets	Opportunités environ.	Capital humain	Responsabilité des produits	Opposition des parties prenantes	Opportunités sociales	Gouvernance d'entreprise	Comportement des entreprises
Emissions carbone	Stress hydraulique	Emissions toxiques & déchets	Technologies propres	Gestion du travail	Sécurité & qualité des produits	Approvisionnement controversé	Accès au financement	Contrôle	Ethique des affaires
Empreinte carbone du produit	Biodiversité & utilisation des terres	Matériaux d'emballage & déchets	Bâtiments verts	Santé & sécurité	Sécurité chimique	Relations avec la communauté	Accès aux soins de santé	Board	Transparence fiscale
Financement de l'impact environ.	Approvisionnement en matières premières	Déchets électroniques	Énergies renouvelables	Développement du capital humain	Protection financière des consommateurs		Opport. en matière de nutrition et de santé	Rémunération	
Vulnérabilité au changement climatique				Normes de travail dans la chaîne d'approvisionnement	Vie privée & sécurité des données			Comptabilité	
					Investissement responsable				

Source : MSCI ESG Key Issues

Le modèle de notation ESG de MSCI mesure :

- L'exposition aux risques
- La gestion des risques

Chacun de ces deux critères sont mesurés puis convertis sous forme de scores, qui sont ensuite combinés, de telle sorte qu'un niveau d'exposition plus élevé nécessite de démontrer un niveau plus élevé de capacité de gestion afin d'obtenir le même *Key Issue Score* final. Les *Key Issue Scores* sont exprimés sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie « très faible » et 10 signifie « très bon ». Pour plus d'informations sur la méthodologie utilisée par MSCI ESG Research, nous vous invitons à consulter les informations disponibles sur leur site web⁶.

1.2.3 Notre modèle ESG interne pour les souverains

Notre modèle ESG interne pour les souverains repose sur 4 piliers divisés en 15 thèmes. Nous évaluons 75 indicateurs, certains étant spécifiques à certains pays, en fonction de leur niveau de revenu, car les pays à revenu élevé ou modéré ne sont pas confrontés aux mêmes défis. Il s'appuie sur de multiples sources de référence⁷.

⁶MSCI (2026) <https://www.msci.com/data-and-analytics/sustainability-solutions/esg-ratings>

⁷ Amnesty International, Bündnis Entwicklung Hilft, Climate Watch, Convention sur la diversité biologique, COP 21, COP 26, Financial Action Task Force, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Freedomhouse, Gariga, Agence internationale de l'énergie, Organisation internationale du travail, Fonds monétaire international, Union internationale des télécommunications, OCDE, Population Reference Bureau, Programme for International Student Assessment, Transparency International, UNESCO, UNICEF, Organisation des Nations Unies, Vision of Humanity, OMS, Banque mondiale, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle



65 pays, plus l'Union européenne, sont évalués selon ce modèle. Chaque pays reçoit une note allant de 1 (= "risque élevé") à 5 (= "risque faible"), comme dans notre modèle ESG interne pour les entreprises.

Les 15 thèmes de notre modèle de recherche et de notation ESG pour les souverains liés aux ODD



Source : ODDO BHF Asset Management, 2026

1.3 Notre démarche d'engagement actionnarial

Veuillez consulter la section « Engagement actionnarial » ci-dessous.

Actifs privés

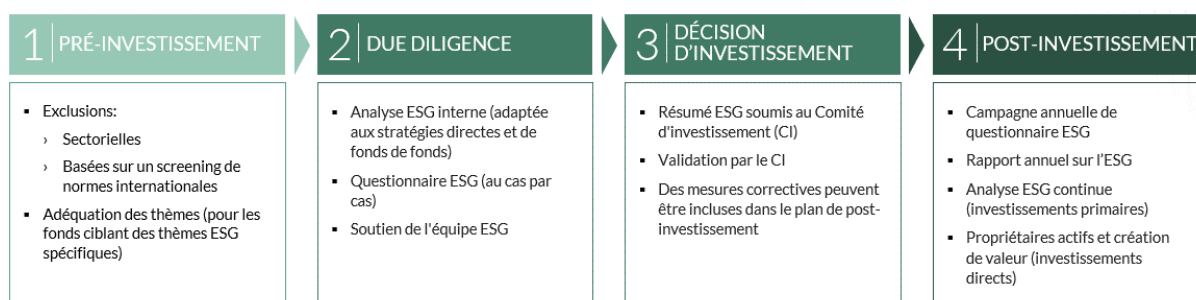
Les équipes dédiées aux actifs privés⁸ reconnaissent que l'identification des critères ESG peut contribuer à une meilleure évaluation des risques pendant l'horizon d'investissement, et une gestion efficace de ces facteurs peut avoir un impact significatif sur la création de valeur dans nos véhicules d'investissement. Le développement de solutions d'investissement innovantes est essentiel pour offrir à nos clients une gamme complète de produits répondant à leurs besoins d'investissement et leurs préférences de durabilité :

⁸ Ceci fait référence à l'équipe de Private Equity, car la dette privée n'entre pas dans le champ d'application du présent rapport.



La prise en compte de facteurs ESG est effectuée en fonction de la disponibilité des informations, de l'étendue de notre contrôle sur un investissement donné et de notre capacité à exercer une influence, lesquelles peuvent varier selon le type d'investissement (primaire, secondaire, co-investissement ou investissement direct). Notre approche est basée sur quatre piliers.

Les quatre piliers fondamentaux de notre approche ESG pour nos actifs privés



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, 2026

Les étapes 1, 2 et 3 ne s'appliquent qu'aux fonds classés Article 8 SFDR. Pour certains de nos fonds Article 6 du règlement SFDR, notamment notre stratégie d'investissement « secondaire », nous appliquons l'étape 4 et, plus précisément, la campagne annuelle de questionnaires ESG et le rapport annuel ESG.

1.4 Préinvestissement

Nous reconnaissons l'importance de l'atténuation des impacts environnementaux ou sociaux potentiellement négatifs de nos investissements. Par conséquent, nous cherchons à éviter tout investissement dans des entreprises qui enfreindraient les exclusions normatives et sectorielles telles que décrites dans la politique d'exclusion de ODDO BHF Asset Management⁹. La liste d'exclusion (socle commun d'exclusions de ODDO BHF Asset Management) est une composante de l'étape de vigilance raisonnable des opportunités d'investissement et s'applique lorsque les conditions le permettent. Elle peut varier en fonction de chaque stratégie d'investissement selon les précisions fournies dans la documentation légale des fonds :

⁹ La politique d'exclusion de ODDO BHF Asset Management est disponible sur <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/investissement-durable-publications/>



- Fonds d'actifs privés directs Art. 8¹⁰ : nous appliquons notre socle commun d'exclusion à tous nos fonds Art. 8.

- Stratégies primaires, secondaires et de co-investissement (fonds de fonds) Art. 8 :
 - Pour les investissements dans des fonds dans le cadre d'opérations primaires, notre socle commun d'exclusions peut s'appliquer en fonction de la disponibilité des données sur les transactions existantes déjà effectuées au moment de l'audit préalable.
 - Pour les opérations de co-investissements ainsi que pour certaines transactions avec une visibilité claire et forte sur les actifs sous-jacents (fonds de continuation - actifs uniques), nous appliquons notre socle commun d'exclusions.
 - Pour les investissements dans des fonds dans le cadre d'opérations secondaires, nous nous efforçons d'éviter d'investir dans des fonds et des sociétés qui ne respectent pas notre socle commun d'exclusion. A ce titre, la politique d'exclusion sera contrôlée au mieux compte tenu du manque de visibilité des actifs sous-jacents.

Certains fonds Art. 8 peuvent appliquer des exclusions supplémentaires qui sont énumérées dans les documents juridiques respectifs des fonds. D'autres vérifications et exclusions peuvent être appliquées au cas par cas.

1.5 Vigilance raisonnable ESG

Si l'opportunité d'investissement passe l'étape de vigilance raisonnable ESG, l'équipe ESG, avec le soutien de l'équipe d'investissement, effectuera une analyse ESG additionnelle pour les investissements dans les fonds Art. 8 SFDR. Cette étape vise à faciliter l'identification et l'évaluation des principaux défis, risques et opportunités de la cible d'investissement en matière de durabilité. L'approche peut varier en fonction de la stratégie du fonds concerné.

1.5.1 Vigilance raisonnable pour les investissements dans les Fonds de Fonds

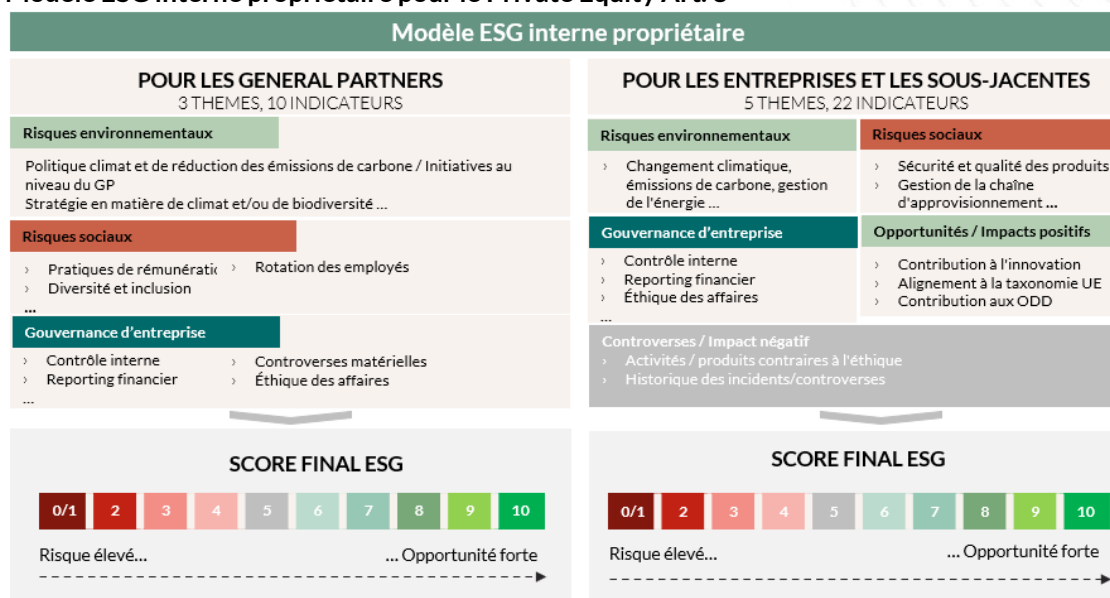
L'ampleur et la granularité de l'analyse ESG dépendent nécessairement de la disponibilité des informations, de l'étendue de notre contrôle sur un investissement donné et de notre capacité à exercer une influence en tant qu'investisseur. Nous évaluons systématiquement les pratiques ESG des General Partners (GPs) et leurs engagements en matière de développement durable (e.g., existence d'une stratégie de développement durable, intégration des ESG dans les investissements, gouvernance dédiée autour de l'ESG etc.) et nous cherchons à nous assurer que les GPs auxquels nous allouons des capitaux disposent de politiques et de procédures ESG adéquates.

¹⁰ Concernant les fonds gérés par ODDO BHF Asset Management SAS

1.5.2 Vigilance raisonnable pour les investissements directs

Elle se concentre sur l'analyse des pratiques ESG des entreprises, en fonction de leur secteur d'activité et des discussions avec leur équipe de direction. Les leviers de création de valeur et d'amélioration en matière de durabilité sont identifiés lors de l'analyse ESG.

Modèle ESG interne propriétaire pour le Private Equity Art. 8



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, 2026

Chaque GP et/ou entreprise analysé(e) obtient une note absolue sur 10. Pour les investissements en direct, seul le modèle d'analyse ESG dédié aux entreprises s'applique. Cette approche répond aux besoins spécifiques des équipes d'investissement dont l'accès à l'information en matière de durabilité peut être limité.

La vigilance raisonnable interne en matière d'ESG pour les GP et les entreprises peut s'appuyer sur des cadres externes reconnus tels que les 10 principes du Pacte mondial des Nations Unies et les Principes pour l'investissement responsable (PRI) des Nations Unies. En outre, le niveau de matérialité pour l'analyse de l'entreprise est déterminé à l'aide d'outils tels que le *Sustainability Accounting Standards Boards* (SASB) Materiality Map.

Certains fonds Art. 8 SFDR de Private Equity gérés par ODDO BHF Asset Management SAS ont un objectif d'investissement durable. Nous divulguons plus d'informations sur la méthodologie de ODDO BHF Asset Management pour définir et calculer les investissements durables d'un Art. 8 SFDR dans le document



"Méthodologie des investissements durables" disponible sur le site internet de ODDO BHF Asset Management¹¹.

1.6 Décision d'investissement

À l'issue du processus de vigilance raisonnable, un memorandum d'investissement est présenté au Comité d'Investissement. Celui-ci inclut les conclusions issues du travail de vigilance raisonnable ESG pour les fonds Art. 8 SFDR. Il comprend également des données quantitatives telles que les notes ESG globales ainsi que des commentaires qualitatifs et l'alignement sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations unies si applicable. Le résultat de l'analyse ESG peut influencer la décision finale d'investissement et certains de nos fonds Art. 8 ont une contrainte de score ESG minimum sur les GPs au moment de l'investissement.

En fonction du niveau des risques matériels ESG, une action corrective peut être incluse dans le plan post-investissement. La nature peu transparente des investissements de Private Equity implique qu'il n'est pas toujours possible d'éliminer, avant investissement, les entreprises qui ont des risques de durabilité matériels. Dans ce cas, nous chercherons à dialoguer avec les gérants et à les encourager à améliorer les normes d'intégration des critères ESG et de gouvernance. Nous pouvons donc choisir de ne pas exclure un gérant sous-jacent ou un investissement direct, même s'il présente des pratiques ESG jugées insuffisantes, dès lors que le gérant ou la société s'engage à remédier à ces lacunes. Toutefois, lorsque nous anticipons qu'un gérant sous-jacent ou un investissement direct ne répondra pas ou ne pourra pas répondre à nos préoccupations ESG, nous sommes disposés à les accompagner afin de les aider à s'aligner sur les pratiques de marché en matière de développement durable dans le cadre de leurs activités.

Par ailleurs, nous pouvons ajouter une lettre d'accompagnement («*side-letter*») contenant, entre autres, des clarifications et/ou des précisions sur les obligations de reporting en matière d'ESG, les thèmes des fonds ou les ODD ciblés, et des rectifications ou obligations d'amélioration ESG du côté du gérant tiers d'un investissement envisagé.

1.7 Post-investissement

1.7.1 Campagne annuelle de questionnaire ESG

Lors de la phase de post-investissement, nous continuons à suivre le statut ESG des investissements du fonds par le biais d'une campagne annuelle de questionnaires ESG. Cette campagne est menée à la fois pour les fonds Art. 6 et Art. 8. Les échantillons de données incluent l'intensité carbone, le pourcentage de consommation d'énergie non renouvelable, le taux de rotation des employés, la diversité de genre, etc. La liste des indicateurs est susceptible d'évoluer d'année en année en fonction des pratiques de marché.

¹¹ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/download-document/46918>

La campagne de questionnaires ESG est menée par l'équipe ESG, qui supervise la collecte et le traitement des données, avec le soutien de l'équipe Deal. L'équipe ESG peut collaborer avec des prestataires tiers pour cette campagne. Le questionnaire ESG est envoyé à tous les GPs partenaires gérant un fonds dans lequel nous investissons.

1.7.2 Reporting annuel ESG

Les données collectées lors de la campagne de questionnaires sont présentées dans le rapport ESG annuel qui détaille également les progrès et les priorités en matière d'ESG.

Le rapport est disponible sur demande. Par ailleurs, dans le cadre des exigences réglementaires du règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR), nous établissons et mettons à disposition les informations et rapports annuels requis.

1.7.3 Analyse et suivi ESG continus

L'équipe ESG et l'équipe d'investissement continuent de suivre l'alignement des nouveaux investissements au « socle commun d'exclusions » de ODDO BHF Asset Management, ainsi que, le cas échéant, à l'alignement des thématiques des fonds et aux ODD.

De plus, une évolution positive ou négative d'un investissement, telle qu'une controverse ESG, peut entraîner une révision de l'analyse ESG et modifier le score d'une entreprise à tout moment.

Certains de nos fonds suivent des indicateurs de durabilité en utilisant la notation ESG, telle que la note ESG moyenne du fonds. Sauf indication contraire, ces indicateurs ne peuvent être enregistrés qu'à partir de la fin du premier exercice comptable du fonds et jusqu'au début de la période de pré-liquidation. Si une transaction ou un fonds est liquidé, la note ESG du GP sera basée sur la dernière note ESG attribuée avant la liquidation et le suivi ESG prendra fin.

1.7.4 Dialogue et engagement

Veuillez-vous référer à la section « Engagement actionnarial » du présent document.

2. Moyens déployés par l'entité

2.1 Rapports ESG

Actifs listés

Pour les fonds intégrant des critères ESG dans leur processus d'investissement (art. 8-9 SFDR), ODDO BHF Asset Management SAS communique les éléments suivants dans ses rapports ESG mensuels :

- › La note ESG du fonds par rapport à son indicateur de référence ;
- › L'intensité carbone (scope 1 et-2) du portefeuille par rapport à son indicateur de référence ;
- › La couverture de notations ESG.



Pour de plus amples informations, veuillez consulter la documentation des produits disponible sur notre site Internet en sélectionnant le fonds souhaité et le rapport ESG dédié¹².

Actifs privés

Pour nos fonds Art. 6-8, ODDO BHF Asset Management SAS fournit des rapports annuels ESG dédiés au niveau des fonds reprenant des informations sur les progrès et les priorités en matière d'ESG tout au long de l'année, et les résultats de la campagne ESG annuelle dans les rapports ESG annuels.

Chaque rapport est préparé pour les investisseurs des fonds et disponible à la demande. Des rapports périodiques annuels alignés avec les exigences des actes délégués du règlement SFDR sont également produits pour les fonds art. 8 et 9 SFDR.

2.2 Synthèse des documents liés à la durabilité

Document	Champ d'application	Description
Annexe II et III SFDR : Informations précontractuelles	Fonds ¹³	Informations précontractuelles pour les produits classés art. 8-9 SFDR sur les investissements durables (objectif d'investissement durable), caractéristiques environnementales et sociales, indicateurs de durabilité, absence de préjudice important (DNSH), gestion des principales incidences négatives (PIN), stratégie d'investissement, le taux minimal d'engagement pour réduire la portée des investissements envisagés, ou la politique pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance.
Article 10 SFDR : Transparence sur le site Internet	Fonds ¹⁴	Document reposant sur l'art. 10 SFDR qui résume le profil ESG des fonds classifiés art. 8-9 SFDR, engagements en faveur des investissements durables, etc.
Rapport annuel PRI	ODDO BHF AM excl. les actifs privés	Les rapports PRI permettent aux signataires de connaître leurs points forts et leurs axes d'amélioration. Les signataires sont également notés de manière confidentielle et évalués par rapport à leurs pairs. Les signataires peuvent partager ces rapports privés, et les PRI rendent certaines informations publiques afin de promouvoir la transparence. Les rapports annuels des PRI intègrent différents éléments qui combinent la transparence, l'engagement et la performance.

¹² <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/fonds/>

¹³ Pour les fonds d'actifs privés, au cas par cas

¹⁴ Pour les fonds d'actifs privés, au cas par cas

Annexe IV et V SFDR : Rapport annuel	Fonds	Ce document explique comment les fonds art.8 ou art.9 ont respecté les contraintes mentionnées dans l'annexe précontractuelle SFDR. Pour les actifs privés concernés, les rapports ESG sont disponibles à la demande fournissant des informations sur les progrès et les priorités ESG tout au long de l'année, l'analyse des données ESG des investissements et les résultats de la campagne ESG annuelle.
Reporting ESG	Fonds Art.8/9 actifs listés	Rapport mensuel des fonds pour lesquels nous intégrons des critères ESG dans le processus d'investissement, présentant une synthèse des aspects ESG pris en compte.
Politique d'exclusion	ODDO BHF AM	Règles d'investissement couvrant une série d'activités controversées dans différents secteurs et/ou de pratiques contraires aux principales normes et conventions internationales.
Politique d'investissement responsable	ODDO BHF AM	Ce document a pour objet de présenter l'approche durable, les méthodologies ESG développées, les moyens déployés pour promouvoir le développement durable et la politique de bonne gouvernance adoptée par ODDO BHF Asset Management. Il y a un document pour les actifs listés et un pour les actifs privés.
Rapport semestriel	Fonds	Ce rapport est plus succinct que le rapport annuel, ne fournissant que l'inventaire des fonds.
Politique d'engagement actionnarial	ODDO BHF AM	Définition de notre approche en matière de dialogue avec les entreprises détenues dans nos portefeuilles, et notamment l'exercice de nos droits de vote et des autres droits attachés aux actions, les principes de notre Politique d'engagement actionnarial, la coopération avec les autres actionnaires, la communication avec les parties prenantes, et la prévention et la gestion des conflits d'intérêts réels ou potentiels.
Rapport d'engagement actionnarial	ODDO BHF AM	Rapport sur les dialogues et les engagements avec les entreprises, ainsi que les statistiques annuelles de vote.
Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR)	ODDO BHF AM	Documents réglementaires requis par la réglementation européenne (classification SFDR, politique de risque de durabilité SFDR (art. 3), transparence des impacts négatifs sur la durabilité (art. 4) et politique sur l'intégration des risques de durabilité dans la politique de rémunération (art.5).

Source : ODDO BHF Asset Management, 2026



Tous les documents dont le champ d'application correspond à « ODDO BHF AM » ou à « ODDO BHF AM SAS » peuvent être consultés sur notre page Internet consacrée aux investissements durables¹⁵.

La politique et les rapports d'engagement actionnarial peuvent être consultés sur notre page Internet détaillant nos Informations réglementaires¹⁶.

Tous les documents dont le champ d'application correspond à « Fonds » peuvent être consultés sur notre page Internet consacrée aux fonds, après avoir sélectionné le fonds souhaité pour les fonds non-professionnels¹⁷.

Les différents modes de communication ci-dessus sont adaptés au champ d'application autorisé par la position - recommandation DOC-2020-03 de l'AMF.

3. Produits financiers « Article 8 » et « Article 9 »

Au 31 décembre 2025, ODDO BHF Asset Management SAS gère 15.9 Md€ classifiés articles 8 ou 9, ce qui représente 77% de son encours total sous gestion (20,7 Md€)¹⁸. Ceci inclut les actifs listés et non-listés. Chez ODDO BHF Asset Management SAS, la classification « Article 8 » requiert, outre les exigences réglementaires SFDR, une intégration ESG claire dans les processus d'investissement et de construction du portefeuille.

La classification SFDR des fonds communs de placement est continuellement mise à jour et accessible en ligne¹⁹.

4. Initiatives collaboratives

Depuis plusieurs années maintenant, ODDO BHF Asset Management SAS participe à différentes initiatives internationales et nationales visant à promouvoir l'intégration ESG dans les investissements, encourager le dialogue avec diverses parties prenantes et sensibiliser celles-ci à l'investissement durable. Les engagements collaboratifs permettent, par exemple, aux investisseurs d'avoir plus de poids auprès des entreprises pour qu'elles améliorent leurs pratiques en matière de durabilité.

Adhésions et initiatives collaboratives

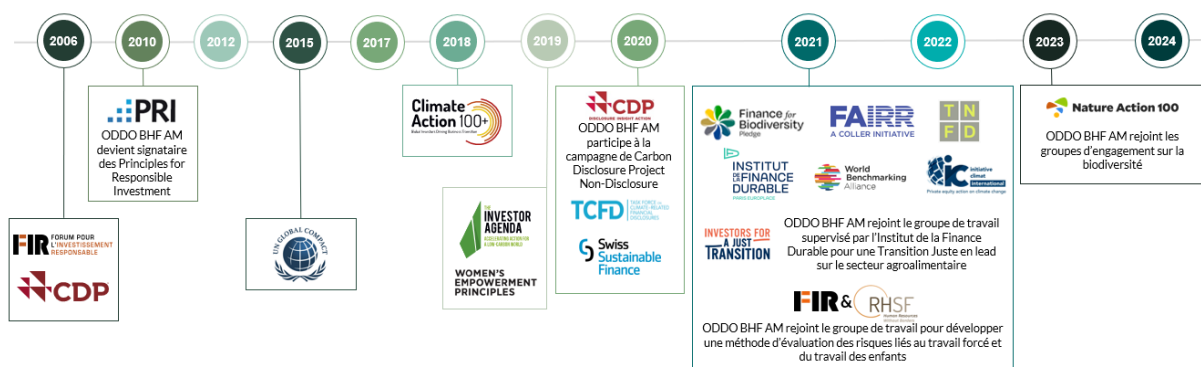
¹⁵ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/investissement-durable-publications/>

¹⁶ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/informations-reglementaires/>

¹⁷ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/fonds/>

¹⁸ Incluant l'ensemble des fonds et mandats

¹⁹ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/informations-reglementaires/>



Source : ODDO BHF Asset Management, 202

2° Ressources internes déployées par l'entité

1. Ressources dédiées à l'investissement durable

1.1 Ressources humaines

Sur le périmètre défini ci-dessous en point 1.1.1-2, 9.5 ETP contribuent à la mise en œuvre de la stratégie ESG, soit 5.9% des ETP de ODDO BHF Asset Management SAS. Il s'agit des effectifs au 31.12.2025. La méthodologie de calcul retenue se base sur des estimations du temps de travail alloué à des sujets ESG de chaque collaborateur.

1.1.1 Équipe de spécialistes ESG

ODDO BHF Asset Management investit depuis de nombreuses années dans ses ressources ESG. L'équipe se compose de 4 spécialistes ESG. Elle contribue à la production de recherches ESG, mais aussi de solutions analytiques qui permettent aux gérants de portefeuille de mieux appréhender les facteurs ESG et d'y être sensibilisés. L'équipe est également responsable des notations ESG internes ainsi que des référentiels et autorisations en ce qui concerne les obligations durables. Enfin, elle aide les équipes de gestion à intégrer les analyses ESG et les données climatiques dans les processus d'investissement. Le responsable global des solutions d'investissement responsables rend compte au CEO de ODDO BHF Asset Management SAS et fait partie du Comité de direction global Asset Management.

Toutes les équipes de gestion (soit 61 gérants/analystes de fonds) travaillent avec l'équipe ESG pour structurer et mettre en œuvre notre approche d'intégration ESG. Afin d'estimer l'équivalent temps plein (ETP), nous considérons que 5% de leur temps de travail est dédié à l'intégration ESG, représentant 3.05 ETP.

1.1.2 Fonctions de support



L'équipe Risque & Conformité exerce un contrôle de deuxième niveau sur les risques de durabilité. 6 personnes traitent parmi d'autres sujets les questions en lien avec la durabilité. En considérant le temps de travail alloué à ces sujets, nous estimons que 0.6 ETP est engagé, soit 0.375% des équivalents temps plein de ODDO BHF Asset Management SAS.

Au niveau de l'équipe Juridique, 8 personnes supervisent les questions en lien avec la durabilité (e.g. mise à jour des annexes précontractuelles). En considérant le temps de travail alloué à ces sujets, nous estimons que ce travail représente 0.56 ETP, soit 0.35% des équivalents temps plein de ODDO BHF Asset Management SAS.

Au niveau de l'équipe Reporting, 7 personnes supervisent les questions en lien avec la durabilité. En considérant le temps de travail alloué à ces sujets nous estimons que 1.25 ETP s'y consacre, soit 0.78% des équivalents temps plein de ODDO BHF Asset Management SAS.

1.2 Ressources techniques

Actifs listés

L'équipe de Recherche ESG alimente son modèle de recherche interne avec les données provenant des publications des sociétés (rapports annuels, présentations pour les investisseurs), des fournisseurs externes de données ESG et financières et des publications spécialisées des courtiers (incluant la recherche thématique) :

Principaux fournisseurs externes de données ESG

› MSCI ESG Research	<u>Données et indicateurs ESG</u> <ul style="list-style-type: none">- Émissions GES- Alignement sur la température- Part verte- Taxonomie- VaR climatique (<i>Climate VaR</i>)- Etc. <u>Notations et scores</u> <p>Notations ESG et recherche qualitative couvrant plus de 10 000 émetteurs (entreprises, souverains et quasi-souverains).</p> <u>Controverses</u> <p>Pacte mondial des Nations Unies, biodiversité ou autres controverses ESG.</p>
› Carbon4 Finance	Évaluation de l'impact sur la biodiversité de nos investissements.
› Vote par procuration ISS	Mise en œuvre de notre politique de vote et plateforme pour les votes.

Source : ODDO BHF Asset Management, 2026

Au cours de ces dernières années, ODDO BHF Asset Management SAS a considérablement augmenté les budgets consacrés aux outils et données ESG afin de soutenir ses ambitions en matière de durabilité. Le montant global alloué au déploiement de la stratégie ESG (affiliations à des coalitions et groupes de travail, fournisseurs de données, labels) s'établit à environ 200 000 euros. Le poste de dépenses le plus important reste l'accès aux données ESG, suivi par le service de votes et les affiliations à des associations/organisations.

Actifs privés

Les vigilances raisonnables ESG peuvent s'appuyer sur des données et des informations provenant de :

- › Un guide ESG interne pour les différents critères pris en compte en fonction de leur matérialité ;
- › Des documents mis à disposition par les GPs, les sponsors ou les entreprises elles-mêmes, des *fact books* ESG dédiés et des sections ESG des mémorandums d'information ;
- › Les publications spécialisées des courtiers (y compris la recherche thématique) ;
- › Des fournisseurs de recherche externes pour examiner les controverses ;
- › L'analyse d'un questionnaire ESG rempli par l'entreprise au cas par cas.

Ces sources d'information sont particulièrement importantes car nous sommes conscients que les entreprises investies dans le cadre du *Private Equity* ne peuvent fournir qu'une quantité limitée d'informations concernant leur performance ESG.

Nous faisons également appel à des prestataires de services externe pour aider à l'analyse et au travail de vigilance raisonnable en matière d'ESG et réaliser des questionnaires annuels sur l'ESG. Ces dernières années, nous avons augmenté le budget ESG afin de soutenir nos ambitions en matière de développement durable. En 2025, le montant global alloué à notre plateforme externe de reporting ESG est de €96 000 (hors taxes).

2. Actions prises pour renforcer les capacités internes de l'entité

2.1 Formations ESG

L'équipe de Recherche ESG organise régulièrement des séances de formation internes dans l'optique de clarifier et de mieux contextualiser les sujets en lien avec la durabilité, notamment les évolutions réglementaires et méthodologiques. En 2025, nous avons poursuivi les formations ESG au sein des équipes, afin de continuer à renforcer la compréhension de l'ESG. Voici quelques exemples de formations que nous avons organisées durant l'année :



- L'équipe de recherche ESG a organisé régulièrement des sessions de formation interne, afin de clarifier et de mieux contextualiser des sujets liés à la durabilité, la dynamique du marché (évolution des encours art. 8 et art.9) et les nouvelles réglementations (SFDR 2.0, CSRD).
- Des formations ont été menées avec les équipes opérationnelles afin de garantir la qualité de la collecte des données ESG.

2.2 Infrastructure et données/outils ESG/modèles

Actifs listés

Nous avons renforcé notre infrastructure informatique et développé des outils afin de mieux soutenir les équipes de gestion dans l'utilisation de données ESG : intégration des données ESG dans Bloomberg AIM, développement d'une plateforme centralisant l'ensemble des données ESG etc.

Actifs privés

Nous avons développé notre modèle interne de notations ESG pour nos stratégies Art. 8 SFDR décrit en dans la section 1 « Approche générale de l'entité concernant la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) » dédiée aux Actifs Privés (à partir de la page 11).

2.3 Amélioration de l'intégration ESG

Actifs listés

En 2025 nous avons lancé le développement d'une plateforme ESG visant à centraliser les données ESG issues de nos différents fournisseurs et à faciliter leur exploitation à travers des analyses et des calculs homogènes et automatisés.

Actifs privés

Nous avons finalisé notre modèle interne de recherche et de notation ESG pour les différentes stratégies d'investissement de Private Equity Art. 8.

2.4 Reporting et transparence

Actifs listés

Un certain nombre de nos politiques liées à l'ESG ont été mises à jour en 2025, soit pour refléter les évolutions réglementaires, soit dans le cadre de leur cycle de révision, comme pour notre politique d'exclusion, pour l'Article 3,4, et 5 SFDR ou pour notre politique d'engagement actionnarial.

Actifs privés

Nous avons poursuivi nos rapports annuels ESG au niveau des fonds et finalisé des rapports annuels ESG supplémentaires pour les nouveaux fonds Art. 8. La production de ces rapports est le fruit d'une collaboration entre les équipes d'investissement, l'équipe ESG et un fournisseur de données externe.

2.5 Développement de fonds/mandats/autres services ESG

Actifs listés

Durant l'exercice 2025, ODDO BHF AM SAS a lancé deux fonds classés Article 8 SFDR : ODDO BHF Global High Yield et ODDO BHF Global Target 2031.

Actifs privés

Durant l'exercice 2025, ODDO BHF AM SAS a lancé un nouveau fonds Article 8 SFDR.

3° Prise en compte des critères ESG au niveau de la gouvernance de l'entité

1. Structure de gouvernance

Actifs listés

Le comité de direction (Global Management Committee (GMC)) de ODDO BHF Asset Management est composé de membres qui travaillent sur les sujets ESG depuis plusieurs années. En tant que membre permanent du comité, le Responsable des solutions d'investissement durables porte les enjeux d'investissement durable et facilite leur compréhension par les différents responsables (CEO, CIO etc.). Les décisions stratégiques relatives à l'ESG sont prises de concert au sein du comité de direction.

ODDO BHF SCA dispose d'un conseil de surveillance qui supervise, entre autres, la prise en compte de la durabilité, sous l'angle des risques, des opportunités et des impacts, dans les différents métiers du groupe ODDO BHF.

Actifs privés

Le comité de direction pour les Actifs Privés de ODDO BHF Asset Management est notamment composé du CEO de ODDO BHF Asset Management, du Responsable des Opérations & Business Management, du Responsable de la conformité ainsi que des Managing Directors de l'activité Private Equity. Les décisions stratégiques relatives à l'ESG sont prises de concert au sein du comité de direction.

2. Politique de rémunération

Depuis 2021, la politique de rémunération a été adaptée afin d'intégrer les risques de durabilité conformément à l'exigence de transparence inscrite à l'article 5 de SFDR. Cette dernière est disponible dans la section « Informations réglementaires » de notre site internet²⁰.

²⁰ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/informations-reglementaires/>



3. Intégration des critères ESG dans le règlement intérieur du conseil de surveillance

Le conseil de surveillance d'ODDO BHF SCA a, au moins une fois par an, une présentation relative aux impacts, risques et opportunités matériels des différents métiers du Groupe dans le cadre de l'application de la directive *Corporate Sustainability Reporting Directive* (CSRD). Cette présentation dédiée et l'analyse de matérialité inclut l'activité Asset Management. En outre, la stratégie de durabilité du groupe ODDO BHF est également présentée au conseil de surveillance d'ODDO BHF SCA.

4° Stratégie d'engagement actionnarial

1. Présentation de la stratégie d'engagement actionnarial

La description de l'approche d'engagement actionnarial est présentée dans notre Politique d'engagement actionnarial, qui détaille également la politique de vote de ODDO BHF Asset Management. Nous publions chaque année un rapport d'engagement actionnarial décrivant les résultats de notre engagement. Les deux documents sont disponibles sur notre site Internet²¹.

Le périmètre des sociétés concernées par la stratégie d'engagement inclut en priorité les sociétés investies dans des fonds ouverts intégrant un processus d'intégration ESG (Article 8 ou 9 SFDR).

Actifs listés

L'engagement actionnarial pour les actifs listés se compose de :

- 1. Dialogue avec les entreprises**
- 2. Engagement individuel ou collaboratif**
- 3. Exercice des droits de vote**

Une approche d'engagement réactive constitue notre procédure de contrôle de premier niveau. L'équipe de recherche ESG effectue un contrôle quotidien des controverses via les alertes de plusieurs fournisseurs externes (MSCI, Bloomberg, presse spécialisée). Si la controverse est considérée comme majeure, l'équipe de recherche ESG effectue une analyse de vigilance raisonnable afin de mieux comprendre la gravité du problème. Lorsque la gravité de la controverse l'exige, une action d'engagement est initiée et des objectifs ad hoc sont établis sur un calendrier défini, en ligne avec les objectifs ESG du fonds détenant la position. Nous utilisons des méthodologies internes et des dossiers de suivi pour classer les actions d'engagement et suivre les progrès réalisés. Cela nous aide à décider si un processus d'escalade doit être lancé, lequel

²¹ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/informations-reglementaires/>

peut, dans certains cas, mener à un désinvestissement. Cette option reste rare et une solution de dernier recours.

En ce qui concerne le périmètre de vote, ODDO BHF Asset Management vote aux assemblées générales des sociétés européennes cotées sur un marché réglementé de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, pour lesquelles les fonds détiennent collectivement - au niveau de l'entité - une participation supérieure à 0,05% du capital. Il est vrai que dans de très rares cas, la société de gestion ne peut pas voter pour des raisons d'efficacité, de coûts et de rapidité. Dans le cas spécifique des fonds dédiés, nous pouvons ne pas voter à la suite de demandes très particulières de nos clients. ODDO BHF Asset Management peut voter aux assemblées générales annuelles des sociétés du portefeuille qui sont négociées sur un marché autre qu'un marché réglementé de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen. Par ailleurs, ODDO BHF Asset Management s'efforce de voter aux assemblées pour toutes les positions que nous détenons au niveau de l'entité, lorsqu'il s'agit d'une société investie dans un portefeuille détenant un label de finance durable. La politique de vote et le bilan annuel de l'exercice de cette politique sont disponibles dans la rubrique « Informations réglementaires » de notre site internet.

Actifs privés

Outre les questionnaires envoyés, différentes approches de dialogue ont été adoptées pour notre activité de fonds de fonds et nos investissements directs.

Pour nos investissements en *fonds de fonds*, l'équipe s'efforce, à chaque fois que les conditions le permettent, de :

- S'engager auprès des GPs des fonds de portefeuille pour promouvoir l'importance des caractéristiques et des programmes ESG ;
- Avoir des interactions de routine avec les GPs et plus spécifiquement en relation avec des incidents précis ;
- Encourager un dialogue ESG en accord avec nos pratiques internes et avec les associations professionnelles concernées (France Invest, PRI, etc.) ;
- Tenir nos LPs au courant des sujets liés à l'ESG par le biais d'un rapport ESG dédié et encourager les GPs à fournir des rapports similaires.

Pour nos investissements directs, nous pouvons avoir un accès direct à la direction de l'entreprise et pouvons donc mieux définir des domaines de progrès sur mesure en consultation avec la société de gestion et la société de portefeuille. Ceux-ci dépendent des questions ESG importantes identifiées lors de l'audit préalable et, naturellement, du secteur d'activité. Un plan d'action ESG spécifique peut être mis en place et les progrès réalisés peuvent être suivis tout au long du cycle d'investissement.



2. Décisions de stratégie d'investissement

En matière de stratégie d'investissement, notamment en matière de désengagement sectoriel, conformément au socle commun de notre Politique d'Exclusion, nous appliquons des seuils décroissants pour sortir du secteur du charbon. Ces seuils seront abaissés à zéro à l'horizon 2030 pour l'UE et l'OCDE, et à l'horizon 2040 pour le reste du monde. Nous avons également ajouté dans notre socle commun des exclusions sur le tabac, les impacts sévères sur la biodiversité et les activités pétrogazières dans la zone Arctique. Il est toutefois nécessaire de souligner que le désengagement sectoriel n'est pas une solution miracle pour gommer un problème local et/ou global. Certes, exclure un secteur permet de se parer d'une certaine vertu mais le monde financier n'est pas aligné pour se désengager des secteurs carbo-intensifs. Le cas du charbon illustre cette limite. Malgré l'exclusion de cette activité par une grande majorité des investisseurs européens, le charbon reste l'une des premières sources d'énergie dans le monde.

5° Informations sur la taxonomie européenne et les énergies fossiles

1. Taxonomie de l'UE

D'après les données publiées, voici les investissements alignés sur la taxonomie²² :

	Montant CapEx EUR	% CapEx	Montant Revenu EUR	% Revenu
Aligné	1 015 138 523	5.0%	740 993 418	3.6%
dont nucléaire	19 212 435	0.1%	19 367 552	0.1%
dont gaz	849 169	0.0%	340 207	0.0%

5% des encours de ODDO BHF Asset Management SAS sont alignés avec la taxonomie sur la base du KPI CapEx, et 3.6% sur la base du KPI Revenu.

Le périmètre retenu inclut l'ensemble de nos actifs sous gestion, listés et privés²³, retranché des investissements en produits dérivés, en titres souverains et entreprises non-éligibles à la directive européenne sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises.

²² Données reportées des entreprises provenant de MSCI ESG Research

²³ Calculés à partir des encours totaux de ODDO BHF Asset Management au 31.12.2025 pour lequel ODDO BHF Asset Management SAS est la société de gestion. Pour les actifs privés, nous ne sommes pas en mesure de disposer de données fiables et cohérentes sur les investissements en Private Equity car la donnée publique d'alignement à la taxonomie n'est pas encore disponible.

2. *Énergies fossiles*

Pour définir la part de nos encours investis dans des entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles tel que défini par la Taxonomie européenne, nous nous basons sur le PIN 4 « exposition à des entreprises opérant dans le secteur des combustibles fossiles » du règlement SFDR. Ce dernier représentait 3.4% de nos encours listés à fin décembre 2025.

6° Stratégie d'alignement sur les objectifs internationaux de limitation du réchauffement climatique

Pour aligner nos stratégies d'investissement sur l'Accord de Paris (2015) et la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC), nous avons fixé les objectifs suivants :

1. Décarbonation de nos stratégies d'investissement. Les actifs concernés par cet objectif sont les actions cotées et les obligations d'entreprises dont les données en matière de décarbonation sont disponibles, entrant dans le périmètre de du LEC29. Nos stratégies d'investissement non-listées sont encore exclues en raison du manque de données ou de la fiabilité limitée des données estimées ;
2. Évaluation de la trajectoire de transition des sociétés grâce à une analyse interne ;
3. Investissement dans les entreprises qui développent les solutions et services nécessaires à la transition climatique (applicable également au Private Equity).

1. *Décarbonation de nos stratégies d'investissement*

ODDO BHF Asset Management a, pour certains fonds ouverts SFDR article 8 et 9, intégré de manière formelle un objectif d'intensité carbone (Scope 1 et 2)²⁴. En effet, pour certains fonds, nos gérants de portefeuille prennent en compte l'impact des émissions carbone des émetteurs en portefeuille afin d'obtenir une intensité carbone agrégée inférieure à celle de leur indice de référence ou univers d'investissement. La métrique de l'intensité carbone permet de mieux comprendre l'exposition de nos fonds aux entreprises les plus carbonées et, par extension, à celles qui pourraient faire face à des risques de transition significatifs comme l'a souligné la Banque centrale européenne (BCE)²⁵. Pour autant, cette métrique a elle-même ses limites. L'intensité carbone a pour dénominateur le chiffre d'affaires qui est

²⁴ Les fonds d'actif privés ne sont pas inclus car nous ne sommes aujourd'hui pas en mesure d'obtenir une donnée suffisamment fiable et mesurable dans le temps

²⁵ European Central Bank (2024) *Climate change-related statistical indicators*



censé croître dans un contexte de croissance économique. Ainsi, la baisse de l'intensité carbone peut être plus générée par l'inflation que par la baisse effective des émissions de carbone.

Parallèlement à cet objectif sur l'intensité carbone, ODDO BHF AM a également défini des contraintes et un calendrier de sortie pour des secteurs très carbonés comme le charbon.

- › Extraction de charbon : exclusion des investissements exposés au charbon, à hauteur de 0% du chiffre d'affaires d'ici 2030 pour les pays de l'OCDE et d'ici 2040 pour le reste du monde.
- › Production d'électricité : toute entreprise dont le charbon dépasse 10% du mix de production, ou à défaut, 10% de sa capacité installée. Ces seuils seront abaissés à 5% en 2028 et 0% en 2030 pour les pays de l'UE et de l'OCDE.
- › Développement de nouveaux projets : exclusion de toute entreprise opérant dans l'extraction minière ou la production d'électricité et qui développerait de nouveaux projets liés à l'exploitation du charbon thermique, quelle que soit la taille du projet.

Les autres secteurs carbo-intensifs dans l'industrie fossile (e.g., pétrole et gaz conventionnels et non conventionnels) ne font pas l'objet d'un calendrier de sortie.

ODDO BHF AM a également mis à jour sa politique de vote globale afin de prendre en compte les engagements climatiques pris par les entreprises et le niveau de transparence de ces engagements, ainsi que leurs résultats. Nous encourageons les entreprises à communiquer les risques physiques et de transition liés au changement climatique auxquels elles sont confrontées lors de nos dialogues

1.1 Objectifs quantitatifs

Objectifs	Progrès
Suivre la trajectoire d'alignement intermédiaire définie à 2.5 °C à horizon 2030 qui, dans un premier temps, concerne les fonds entrant dans le périmètre du LEC29. Cet objectif sera revu et ajusté tous les cinq ans pour identifier un potentiel alignement avec un scénario 2°C ou moins d'ici à 2050.	<i>Notre outil de suivi permet aux gérants de surveiller la température d'un fonds et d'identifier les principaux contributeurs afin d'arbitrer les choix d'investissement en conséquence. Certains fonds ont d'ores et déjà une trajectoire inférieure à 2.5°C (cf. section 1.3.2), ce qui pourrait nous amener à revoir leurs objectifs lors de la revue annuelle de notre rapport.</i>
Ajout de la métrique d'empreinte carbone dans nos rapports mensuels ESG pour nos fonds Art. 8 et 9.	<i>L'ajout de la métrique d'empreinte carbone à notre rapport ESG mensuel est prévu pour 2026.</i>

Sortir des investissements liés à l'extraction de charbon et la production d'électricité à partir de charbon d'ici à 2030 pour les pays de l'OCDE.	Abaissement du seuil concernant la production ou la capacité installée d'électricité à partir de charbon à 5% en 2028 et 0% en 2030.
--	--

1.2 Méthodologie²⁶

En 2023, nous avons passé en revue plusieurs méthodologies de décarbonation communément acceptées telles que la « *binary measurement method* » qui cible les entreprises ayant une stratégie d'alignement net zéro certifiée par une méthodologie d'alignement climat externe comme par exemple celle du Science Based Target Initiative (SBTi) ; la méthodologie « *sectoral decarbonization approach* » (SDA) ou également appelé « *benchmark divergence approach* », et enfin la méthode de mesure en augmentation implicite de température ou « *Implied Temperature Rise (ITR)* ».

Dans le cadre de la décarbonation de nos stratégies d'investissement, nous avons opté pour la méthode de mesure en augmentation implicite de température établie par MSCI²⁷. L'augmentation implicite de température d'un portefeuille donne une estimation du réchauffement planétaire si l'économie mondiale suivait une trajectoire de décarbonation identique à celle du portefeuille.

Pour limiter l'augmentation du réchauffement climatique à moins de 2°C d'ici à 2100, il est nécessaire de limiter les émissions cumulatives de gaz à effet de serre. Appliquée à un portefeuille, la méthode de mesure en augmentation implicite de température compare les émissions carbone excédentaires financées par le portefeuille (scope 1, 2 et 3) à son budget carbone théorique, dérivé d'un scénario climatique bien précis.

Les hypothèses retenues afin d'établir une trajectoire nous viennent du scénario NGFS (Network for Greening the Financial System)²⁸ Net Zéro 2050. Pour simuler des décarbonations sectorielles, le scénario NGFS Net Zéro prend en compte diverses variables, telles que les politiques climatiques, les progrès technologiques, les prix de l'énergie et le comportement des consommateurs. Ces variables sont ensuite utilisées pour estimer les baisses d'émissions de gaz à effet de serre dans différents secteurs économiques et géographiques, afin de déterminer les budgets carbone.

Le dépassement des émissions carbone financées du portefeuille par rapport à son budget est converti en température grâce au facteur « *TCRE (Transient climate response to cumulative CO₂ emissions)* » ou réponse transitoire du climat aux émissions cumulées de CO₂. Le TCRE est défini comme l'augmentation moyenne mondiale de la température en réponse à une quantité donnée d'émissions cumulées de CO₂. Le

²⁶ Les fonds d'actif privés ne sont pas inclus car nous ne sommes aujourd'hui pas en mesure d'obtenir une donnée suffisamment fiable et mesurable dans le temps

²⁷ <https://www.msci.com/documents/10199/7118a4c1-e446-ffa8-87f2-f4d6d2d07d36>

²⁸ <https://www.ngfs.net/ngfs-scenarios-portal/>



Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) fournit une estimation du TCRE de 0,00045°C par GtCO₂.

La hausse de température implicite, comme toute méthodologie, présente des limites. Sa principale limite est que le dépassement carbone se base sur des projections, or il est possible que les réalisations diffèrent de celles-ci. Par ailleurs, le concept même de budget carbone reposant sur une attribution entre les secteurs et géographies, il arrive que certains émetteurs avec des activités économiques très spécifiques soient pénalisés puisque le modèle ne couvre pas bien ces cas particuliers (ex. entreprises dans le secteur des gaz industriels). Enfin, nous sommes encore en phase d'observation pour évaluer l'impact sur nos portefeuilles en intégrant les émetteurs souverains car ils ont été ajoutés récemment dans la méthodologie de MSCI. Tous ces éléments pourraient nous amener à revoir notre engagement pris sur la trajectoire d'alignement défini dans nos objectifs en section 1.1.

A ce jour, nous avons calculé les hausses de température implicite de l'ensemble de nos actifs sous gestion ainsi que pour nos principaux fonds. Toutefois, comme mentionné précédemment nous nous focaliserons dans un premier temps à mettre en place cette stratégie d'alignement sur les fonds concernés par le présent Article 29.

En complément de notre stratégie d'alignement, dans le cadre de nos rapports et nos outils de pilotage accessible aux gérants de portefeuille, nous recourons également aux données relatives aux émissions carbone de MSCI pour mesurer l'intensité carbone de nos stratégies d'investissement. Nous publions chaque mois l'intensité carbone moyenne pondérée (scopes 1 et 2) de nos fonds en comparaison avec leur indice de référence. Des estimations sont utilisées lorsque les valeurs publiées sont indisponibles. Les estimations reposent sur les valeurs moyennes (émissions de scopes 1 et 2) normalisées en chiffre d'affaires des pairs du secteur.

Dans une perspective plus large du changement climatique, nous disposons d'un autre indicateur MSCI : la *Climate Value at Risk*²⁹, ou valeur à risque climatique, détaillé en toute dernière section du document.

1.3 Indicateurs

Conformément aux exigences de l'art. 29 LEC, nous reportons sur les fonds et mandats dont l'encours est supérieur à 500 millions €.

²⁹ <https://www.msci.com/our-solutions/climate-investing/climate-and-net-zero-solutions/scenario-analysis>

ACTIONS	OBLIGATIONS
› ODDO BHF Artificial Intelligence	› ODDO BHF Euro Credit Short Duration
› ODDO BHF Avenir Europe	› ODDO BHF Euro High Yield Bond
	› ODDO BHF Global Target 2028

1.3.1 Intensité carbone

Intensité carbone des principaux fonds et mandats au 30 décembre 2025

Nom du fonds	Fonds		Indice de référence	
	Taux de couverture ³⁰	Intensité carbone pondérée	Taux de couverture ³⁰	Intensité carbone pondérée
ODDO BHF Artificial Intelligence	100%	19,7	100%	90,9
ODDO BHF Avenir Europe	100%	15,8	100%	83,9
ODDO BHF Euro Credit Short Duration	100%	99,3	100%	148,7
ODDO BHF Euro High Yield Bond	100%	100,6	100%	159,0
ODDO BHF Global Target 2028	100%	116,4	100%	162,8

Au niveau de l'entité ODDO BHF Asset Management SAS, nous nous repons sur le PAI 3 « intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements » qui représente la moyenne pondérée de l'intensité en GES des émetteurs détenus au niveau de l'entité (émissions de GES publiées pour le Scope 1, et le Scope 2 et estimées pour le Scope 3 / million d'euros de revenus). A fin décembre 2025 cette intensité était de 784.0 tCO2e/€ million de revenus, contre 858.8 en à fin décembre 2024. Vous pouvez consulter notre rapport Article 4 SFDR pour plus de données carbone.

1.3.2 Trajectoire climatique

Hausse de température implicite (ITR) des principaux fonds et mandats au 30 décembre 2025

Nom du fonds	ITR du fonds
ODDO BHF Artificial Intelligence	2.3 °C
ODDO BHF Avenir Europe	2.1 °C
ODDO BHF Euro Credit Short Duration	2.4 °C
ODDO BHF Euro High Yield Bond	2.3 °C
ODDO BHF Global Target 2028	2.7 °C

Source : ODDO BHF Asset Management SAS basé sur des données MSCI ESG Research de mai 2026.

³⁰ Comme expliqué dans la méthodologie de calcul de l'intensité carbone, des estimations sont utilisées lorsque les valeurs publiées sont indisponibles ou contradictoires. Les estimations reposent sur les valeurs moyennes (émissions de scopes 1 et 2) normalisées en chiffre d'affaires des pairs du secteur.



Au niveau de l'entité ODDO BHF Asset Management SAS, nous obtenons sur nos positions agrégées en date du 30 décembre 2025, un ITR de 2.3°C.

Enfin, à titre d'information, 47.8% de nos investissements listés sont dans des entreprises de secteurs à fort impact climatique, au sens de SFDR (code NACE de A à H et L), à fin 2025.

1.4 Rôle et usage de l'évaluation d'alignement dans la stratégie d'investissement et la complémentarité entre la méthodologie d'évaluation retenue et les autres indicateurs sur les critères environnementaux, sociaux, et de qualité de gouvernance

Actifs listés

Si la donnée de température joue un rôle important dans notre stratégie de décarbonation, il reste nécessaire d'y associer d'autres mesures de performance. Ainsi, l'intégration ESG dans nos processus d'investissements est cruciale pour mesurer les risques et opportunités liés au climat mais également la crédibilité des actions prises par les entreprises pour orienter leurs activités vers une économie durable.

L'engagement est un outil utile afin de discuter avec les entreprises des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance que nous jugeons pertinents. Cela nous permet notamment d'engager avec les entreprises pour lesquelles la trajectoire de décarbonation ou les actions mises en place sont encore trop faibles comparativement aux enjeux de leur secteur.

Actifs privés

Nous incluons les risques climatiques dans la due diligence ESG interne lorsqu'ils sont considérés comme matériels. Au niveau du GP, nous analysons systématiquement l'existence d'une stratégie et d'une politique climatique au niveau de l'entreprise et des investissements, ainsi que les cibles et les objectifs fixés ; au niveau des entreprises sous-jacentes, nous évaluons les risques liés au climat tels que le changement climatique, les émissions de carbone, la gestion de l'énergie en fonction de la matérialité du secteur, ainsi que l'alignement sur la taxonomie européenne lorsque cela est possible. Le questionnaire ESG annuel comporte des questions supplémentaires relatives à l'évaluation du climat, y compris les principales incidences négatives (PIN) si les données sont disponibles.

1.5 Impact sur nos stratégies d'investissement




Comme nous l'avons mentionné précédemment, notre politique d'exclusion intègre d'ores et déjà des restrictions sur le charbon, le pétrole et le gaz non conventionnels ainsi que le pétrole et gaz conventionnels et non conventionnels dans la région arctique.

La politique d'exclusion s'applique à la majorité des encours de nos fonds ouverts au public et s'applique également aux délégataires de gestion financière au sein du groupe ODDO BHF et aux actifs privés en

fonction de la stratégie d'investissement³¹. Toutefois, certains fonds ouverts au public dont la gestion est déléguée ou conseillée par des tiers ne sont pas concernés par ces exclusions, sauf mention contraire dans le prospectus. Ces exclusions peuvent également s'appliquer aux mandats de gestion ou aux fonds dédiés, si elles sont explicitement mentionnées dans le prospectus ou autre document juridique. Le fonds ODDO

BHF Merger Arbitrage géré par ODDO BHF Asset Management SAS est exclu de cette politique sauf pour les armes prohibées suivantes : mines anti-personnel, armes à sous-munition, armes biologiques et armes chimiques.

Exclusions des énergies fossiles du socle commun

Secteurs	Seuils d'exclusion	Activités
 Charbon	>8 millions de tonnes ou 5% ¹	Extraction de charbon – UE & OCDE : 0% (2030), Reste du monde : 0% (2040)
	>10% ²	Production d'électricité – Pays de l'UE & OCDE : 10% (2026), 5% (2028), 0% (2030)
	0	Toute entreprise qui développerait de nouveaux projets liés à l'exploitation du charbon thermique, quelle que soit la taille du projet
 Pétrole et gaz non conventionnelles³	>5% ¹	Exploration-production et exploitation
 Arctique	>10% ¹	Exploration-production et exploitation de pétrole et gaz (conventionnelles et non conventionnelles) dans la zone Arctique

Tous les détails figurent dans la politique d'exclusion de ODDO BHF AM.

¹ % du chiffre d'affaires | ² % du mix de production ou à défaut de la capacité installée | ³ Inclut le pétrole & gaz de schiste, les sables bitumeux

Source : ODDO BHF Asset Management, 2026

1.6 Fréquence d'évaluation

Actifs listés

La fréquence d'évaluation dépend de la mesure concernée :

- › L'intensité carbone est réévaluée tous les mois
- › La donnée de température (ITR) sera réévaluée régulièrement dans nos rapports à partir de 2026

Actifs privés

Pour nos stratégies de Private Equity, nous continuons à surveiller les performances des investissements sur les sujets climatiques par le biais de la campagne annuelle de questionnaires ESG, qui permet d'établir des comparaisons d'une année à l'autre. L'intensité carbone, le pourcentage de consommation d'énergie non renouvelable, entre autres, sont des exemples de points de données collectés.

³¹ Plus de détails dans notre politique d'exclusion accessible à : Investissement Durable - Publications - Asset Management by ODDO BHF



2. Évaluation de la trajectoire de transition des sociétés

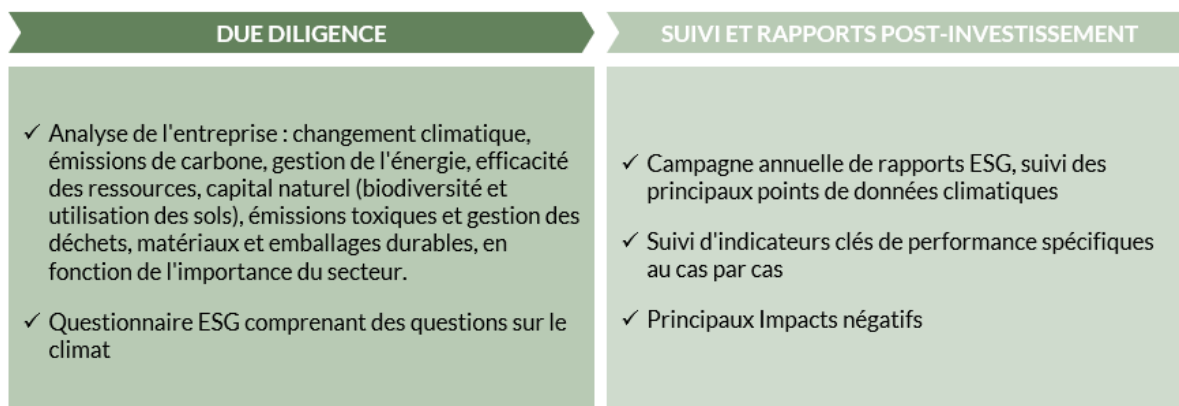
Actifs listés

Les risques de transition sont des éléments importants dans le profil de risque des entreprises dans lesquelles nous investissons. Nous utilisons principalement la méthode de mesure en augmentation implicite de température développée par MSCI ESG Research (« Implied Temperature Rise »).

Actifs privés

Le climat est pris en compte à plusieurs étapes du cycle d'investissement, aux côtés d'autres risques ESG, si les conditions le permettent. Pour les fonds Art. 8 SFDR, les indicateurs climatiques sont inclus dans la phase de vigilance raisonnable s'ils sont jugés significatifs, avant tout investissement, ainsi qu'après celui-ci, lors du cycle de suivi et de rapports annuels.

Cycle d'investissement pour les actifs privés et prise en compte du climat



Les données disponibles pour les indicateurs climatiques sont rares, voire inexistantes, pour les actifs privés, et les attentes en matière de données climatiques partagées par les entreprises de manière harmonisée sont encore assez limitées. Ainsi, l'établissement de trajectoires de transition claires et robustes pour nos investissements et nos portefeuilles présente encore des défis.

3. Promotion de solutions climatiques³²

Actifs listés

Nous cherchons à innover au sein de notre gamme de fonds afin de proposer à nos clients des opportunités d'investissements dans des entreprises contribuant à une économie bas-carbone. Au cours de ces

³² Durant l'année, nous n'avons pas lancé de nouveaux produits de Private Assets faisant la promotion de solutions climatiques.

dernières années, nous avons lancé plusieurs stratégies avec un focus sur les activités économiques contribuant à la transition :

- ODDO BHF Green Planet (article 9 SFDR) :
ce fonds d'actions mondiales s'appuie sur l'intelligence artificielle et l'analyse quantitative pour investir dans des valeurs cotées à travers le monde qui sont exposées au thème de la transition écologique via une sélection de sous-thèmes associés: énergie propre, efficacité énergétique, mobilité durable, préservation des ressources naturelles.
- ODDO BHF Green Bond (article 9 SFDR) :
ce fonds obligataire investit dans des obligations vertes d'émetteurs internationaux ainsi que dans des obligations durables. L'un de ses objectifs consiste à fournir une contribution positive à la protection du climat et de l'environnement en finançant des projets aux bénéfices environnementaux, climatiques et sociaux mesurables.
- ODDO BHF Artificial Intelligence (article 9 SFDR) :
Ce fonds d'actions mondiales s'appuie sur l'intelligence artificielle et l'analyse quantitative pour investir dans des valeurs cotées qui sont exposées au thème de l'intelligence artificielle tout en suivant une trajectoire de décarbonation.

7° Stratégie d'alignement sur les objectifs de biodiversité à long-terme

1. Mesure de la conformité aux objectifs de la Convention sur la biodiversité biologique

Nous avons intégré la biodiversité dans notre approche d'intégration ESG afin de mieux prendre en compte les objectifs de la Convention sur la diversité biologique :

1. La matérialité d'impact désigne l'impact des activités des entreprises sur la biodiversité et la nature au travers de l'exploitation des ressources naturelles et des sols, ainsi que leur incidence en termes de pollution et, indirectement, au niveau du réchauffement climatique (effet de rétroaction)
2. La matérialité financière ou matérialité de dépendance désigne l'exposition des entreprises aux pertes résultant de la baisse de performance de leurs activités économiques ou actifs qui dépendent de la biodiversité



1.1 Exclusions

Nous avons établi des exclusions spécifiques à la biodiversité selon deux axes :

1. Le premier concerne spécifiquement l'huile de palme, puisque toute entreprise générant plus de 5% de ses revenus de la production d'huile de palme est exclue ;
2. Le second est en lien avec les controverses, puisque nous excluons toute entreprise impliquée dans des controverses très sévères liées à la biodiversité ou à la déforestation.

La Politique d'exclusion intègre d'autres activités susceptibles de porter préjudice à la biodiversité, notamment celles en lien avec le charbon ou le pétrole et gaz non conventionnels.



Pour en savoir plus sur ces exclusions, consultez notre Politique d'exclusion disponible sur notre site web³³.

1.2 Intégration

Actifs listés

Notre modèle ESG interne pour les entreprises intègre les risques et opportunités en lien avec la biodiversité sur plusieurs critères.

Intégration des risques et opportunités en lien avec la biodiversité dans notre modèle ESG interne pour les entreprises

 APPROCHE EN DOUBLE MATÉRIALITÉ 			
<i>Effets directs</i>			
› Empreinte biodiversité (BIA-GBS)	(1)	› Risque lié au capital naturel	(1)
› Utilisation des ressources	(2)	› Risque lié aux déchets et à la pollution	(1)
› Gestion des déchets & pollution	(2)		
<i>Effets indirects</i>			
› Changement climatique	(7)	› Risque climatique	(3)

(1) : nombre de critères évalués pour établir le score dans notre modèle ESG interne pour les entreprises

Source : ODDO BHF Asset Management, 2026

L'impact des entreprises sur leur environnement est évalué à l'aide de 12 critères, dont 5 sont directement liés aux pressions exercées sur la biodiversité et 7 mesurent les effets indirects sur le changement

³³ <https://am.oddo-bhf.com/app/uploads/sites/4/2026/01/politique-dexclusion-2026.pdf>

climatique. Certaines données proviennent de MSCI et sont complétées par notre propre évaluation qualitative.

Nous avons établi un partenariat avec Carbon4 Finance, fournisseur de données extra-financières, et CDC Biodiversité, spécialiste de l'empreinte biodiversité des entreprises, qui ont créé ensemble l'outil BIA-GBS en 2021. Cette base de données recense l'empreinte biodiversité de plus de 7000 entités exprimée par l'abondance moyenne des espèces (MSA). À partir de cela, nous avons établi un classement par secteur en fonction de l'empreinte biodiversité exprimée en intensité afin de réduire le biais de taille de l'entreprise.

Exploitation des ressources

Selon le secteur d'activité dans lequel l'entreprise opère, nous mesurons les risques associés aux principales matières premières exploitées tels que la déforestation ou l'érosion des sols ainsi que la consommation d'eau des entreprises et leur établissement dans des zones en stress hydrique. Nous évaluons les politiques et processus mis en place pour limiter ces risques, prenons en compte les certifications externes, jugeons la crédibilité de la stratégie et cherchons à voir si des alternatives sont envisagées. Quelques exemples :

- Risques hydriques : niveau de consommation d'eau (en comparaison avec des entreprises similaires), établissement des activités directes et indirectes de l'entreprise dans des zones en stress hydrique, existence d'une stratégie efficace pour limiter la consommation d'eau, mise en place de systèmes circulaires (notamment pour les systèmes de refroidissement), prise en compte des besoins en eaux de toutes les parties prenantes à l'échelle des territoires, etc.
- Gestion des déchets et pollution : nous nous intéressons en particulier aux systèmes et politiques visant à prévenir les impacts élevés ainsi qu'aux stratégies adoptées et à leurs différents objectifs. Par exemple, nous examinons le niveau d'émission de déchets (en comparaison avec des entreprises similaires), les stratégies visant à limiter les déchets toxiques et l'usage du plastique (notamment à usage unique), les taux de déchet revalorisés, la réduction des taux de mise en décharge, la stratégie de circularité, etc.

Changement climatique

Le changement climatique est évalué à deux niveaux : la situation actuelle de l'entreprise et sa stratégie de transition pour s'aligner sur une trajectoire en dessous de 2°C, idéalement de 1,5°C.

Risques et opportunités climatiques

Concernant les risques climatiques, deux composantes sont mesurées : les risques de transition (incluant les risques réglementaires) et les risques physiques.



- **Risques de transition** : nous évaluons le degré d'alignement sur une trajectoire de décarbonation, la résilience stratégiques des entreprises, le risque d'actifs échoués, les risques technologiques et réglementaires, ainsi que les risques liés aux comportements des consommateurs. Nous pouvons nous appuyer sur différents indicateurs, notamment sur nos cartographies de matérialité, l'augmentation implicite de température (ITR), l'analyse TCFD des entreprises (si disponible), la Climate Value-at-Risk (VaR climatique) de MSCI, etc.
- **Risques physiques** : ils font partie intégrante des risques liés au changement climatique, d'où la nécessité d'étudier leur impact sur la valorisation des actifs. Ces risques sont principalement liés à la localisation des lieux d'activité de l'entreprise et de ses chaînes de valeur. A ce jour, nous suivons la *Climate Value-at-Risk* (VaR climatique) qui permet, entre autres, de mesurer l'impact potentiel des risques physiques sur la valorisation des entreprises.

Actifs privés

Pour la stratégie investissements directs, nous prenons en compte le risque lié à la biodiversité dans le cadre de notre grille de notation interne et lors de la phase de due diligence pour nos fonds Art. 8. Pour la stratégie fonds de fonds, nous analysons au niveau du GP s'il existe une stratégie et une politique de biodiversité pour les investissements, et si des cibles et des objectifs ont été fixés.

En ce qui concerne l'établissement d'un alignement clair avec les objectifs de long-terme liés à la biodiversité, cela pose encore des problèmes pour l'instant, et ce pour plusieurs raisons :

- Premièrement, mesurer l'impact des entreprises sur la biodiversité nécessite de prendre en compte une multiplicité de variables, contrairement à la mesure de l'impact climatique d'un investissement ou d'un portefeuille, qui peut être appréhendée à travers les émissions de CO₂.
- Deuxièmement, les données disponibles pour chacune des variables sont rares, voire inexistantes pour les actifs privés, et la perspective d'avoir des données sur la biodiversité publiées par les entreprises de manière harmonisée ne semble pas envisageable dans le court-terme.
- Troisièmement, les impacts sur les écosystèmes sont plus géolocalisés que les impacts sur le climat, qui sont plus globaux. Cela complique d'autant plus l'exercice de mesure au niveau de l'entreprise.

Enfin, les méthodologies utilisées pour mesurer l'impact sur la biodiversité varient considérablement d'un fournisseur à l'autre et ne sont pas harmonisées.

1.3 Dialogue et engagement actionnarial

Actifs listés

Comme expliqué plus haut, nous articulons notre démarche d'engagement actionnarial pour les actifs listés autour de trois axes : le dialogue avec les entreprises, l'engagement individuel ou collaboratif et l'exercice des droits de vote. Ces éléments sont détaillés dans le rapport d'engagement actionnarial³⁴.

Nous avons également, à travers nos matrices de matérialité sectorielles, identifié les secteurs pour lesquels le risque de biodiversité est le plus impactant. Par conséquent, le critère biodiversité est pris en compte dans la pondération du pilier environnemental de notre modèle ESG propriétaire pour chacun de ces secteurs, parmi lesquels figurent :

- Aéronautique et défense
- Automobiles et composants
- Produits chimiques
- Sous-secteur des services commerciaux (traitement des déchets)
- Matériaux de construction
- Biens de consommation durables et textile
- Services aux consommateurs (hôtels, restaurants)
- Énergie
- Banques et assurances
- Alimentation, boissons et tabac
- Métaux et minerais
- Produits pharmaceutiques
- Immobilier
- Semi-conducteurs
- Services aux collectivités (« utilities »)

Sur cette base, le thème de la biodiversité et ses enjeux a été régulièrement abordé avec les entreprises exposées à des risques élevés dans ces secteurs.

ODDO BHF Asset Management est également signataire du *Finance for Biodiversity Pledge* et membre de la *Foundation Finance for Biodiversity*. Lancé le 25 septembre 2020, le *Finance for Biodiversity Pledge* compte aujourd'hui plus de 190 établissements financiers de 29 pays parmi ses signataires. Son objectif est de protéger et de rétablir la biodiversité grâce aux activités de financement et d'investissement.

Actifs privés

Après l'investissement, nous continuons à surveiller le profil ESG des entreprises dans lesquelles nous avons investi par le biais de la campagne annuelle de questionnaires ESG. Nous avons ajouté des questions d'évaluation liées à la biodiversité dans le questionnaire ESG annuel.

³⁴ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/informations-reglementaires/>



2. Contribution à la réduction des principales pressions et impacts sur la biodiversité

Etant donné les difficultés mentionnées précédemment, la réduction des principales pressions et impacts sur la biodiversité est difficile à démontrer.

3. Indicateur d'empreinte biodiversité³⁵

Actifs listés

3.1 Méthodologie

ODDO BHF Asset Management utilise la base de données Biodiversity Impact Analytics (BIA) créée par CDC Biodiversité et Carbon4 Finance pour les actifs listés. Le modèle est construit sur une régression utilisant Exiobase et le modèle GLOBIO3 fournissant l'empreinte biodiversité des entreprises exprimée sous forme agrégée par l'abondance moyenne des espèces (MSA). Le modèle présente les caractéristiques suivantes :

Pressions	› 5 pressions terrestres
	› 6 pressions aquatiques
	› Pressions marines non encore couvertes

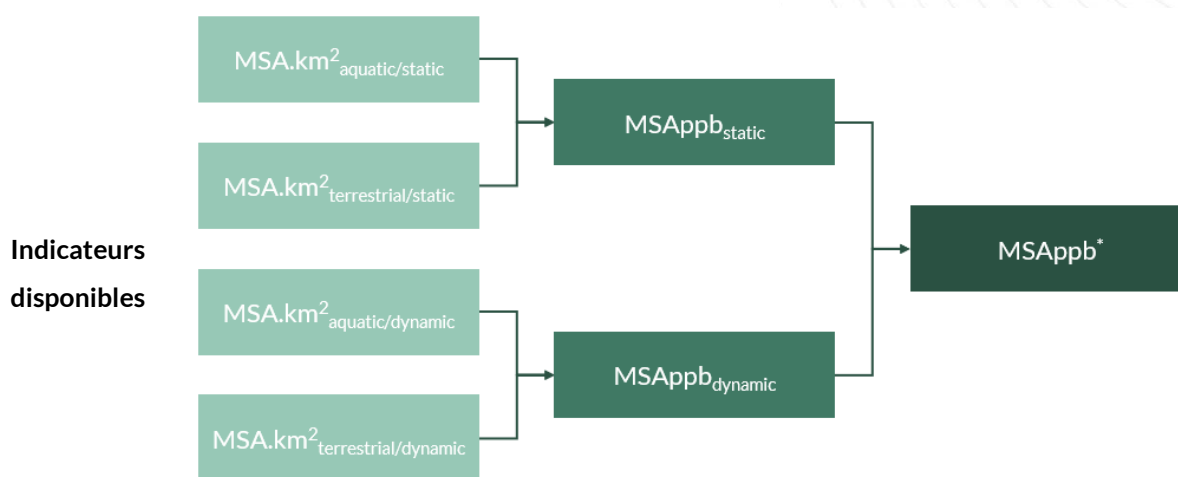
Dimension temporelle	› Statique
	› Dynamique

Chaîne de valeur	› Scope 1
	› Scope 2
	› Scope 3 amont (aval au cas par cas)

Mesure	MSA (abondance moyenne des espèces) :
	› représente le rapport entre la biodiversité observée et la biodiversité intacte (référence optimale sans impact de l'activité humaine), une mesure de la qualité de la biodiversité observée

³⁵ Cette section ne s'applique pas pour nos actifs privés car nous ne disposons pas à ce jour de données exhaustives pour pouvoir développer une méthodologie équivalente aux actifs listés

Indicateur de base MSA.km² :
 › perte de 1 MSA.km² = artificialisation de 1 km² de biodiversité intacte



Chaque indicateur peut être exprimé en intensité

Avec ces caractéristiques, les données BIA-GBS sont alignées sur la CBD et d'autres objectifs internationaux. Elles peuvent servir à identifier les principales pressions et impacts sur la biodiversité à réduire. Premièrement, les zones de biodiversité et la dimension temporelle permettent de mieux identifier les différentes facettes d'un écosystème. Deuxièmement, toutes les pressions de l'IPBES sont couvertes, à l'exception des espèces invasives, lesquelles devraient l'être dans les années à venir. Troisièmement, elles couvrent la quasi-intégralité de la chaîne de valeur. Enfin, cette mesure est utilisée par l'IPBES, la CBD et le GIEC. De plus amples informations sont disponibles sur le site Internet de Carbon4 Finance³⁶.

Toutefois, deux grandes limites nous incitent à adopter une approche prudente pour le moment. Tout d'abord, le milieu marin n'est pas encore couvert. Il est difficile de prédire l'impact sur les scores agrégés MSAppb* lorsque ce sera le cas. Toutefois, dans la mesure où les impacts terrestres et aquatiques sont étroitement liés à la taille de leurs écosystèmes respectifs, il faut s'attendre à un changement important du score agrégé. Ensuite, en termes de couverture, même si la base de données s'enrichit progressivement,

³⁶ <https://www.carbon4finance.com/product/biodiversity-impacts>



elle n'est pas nécessairement représentative de certains portefeuilles, notamment ceux axés sur les petites capitalisations et les univers à haut rendement (high yield).

3.2 Résultat

3.2.1 Niveau entité

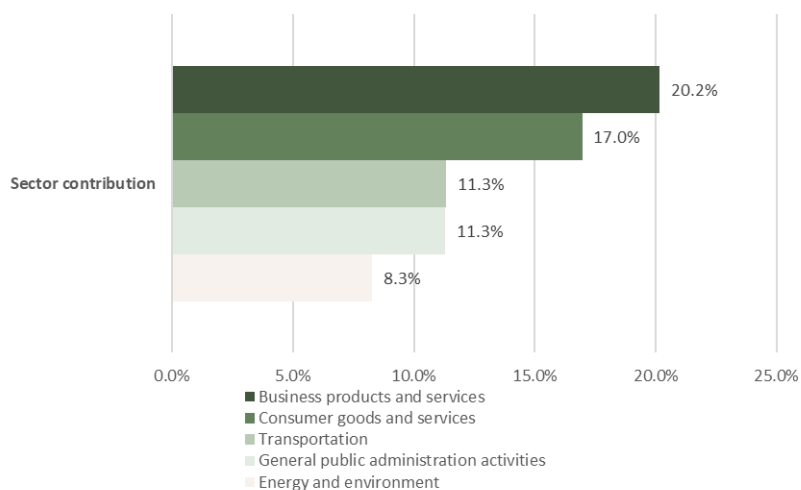
Le premier indicateur que nous utilisons est le MSAppb*/€Mrd investi qui fournit une image de notre impact agrégé sur la biodiversité calculé sur l'ensemble de nos positions au 30 décembre 2025. Nous obtenons une couverture de 64%. Le MSAppb* est la mesure agrégée de la biodiversité la plus complète et le fait de l'échelonner en fonction du montant investi nous permet d'éviter un biais de taille. Le MSAppb* découle des pressions en km². Si ces dernières sont facilement interprétables, le MSAppb* étant une mesure composite agrégée, il s'interprète comme un score utile pour suivre notre impact dans le temps.

MSAppb*/€ Mrd investi		
	Entité	Stoxx600
ODDO BHF Asset Management SAS	51	66

Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)

Sur la base de cette mesure agrégée, il est essentiel de comprendre l'origine des impacts les plus importants par secteur.

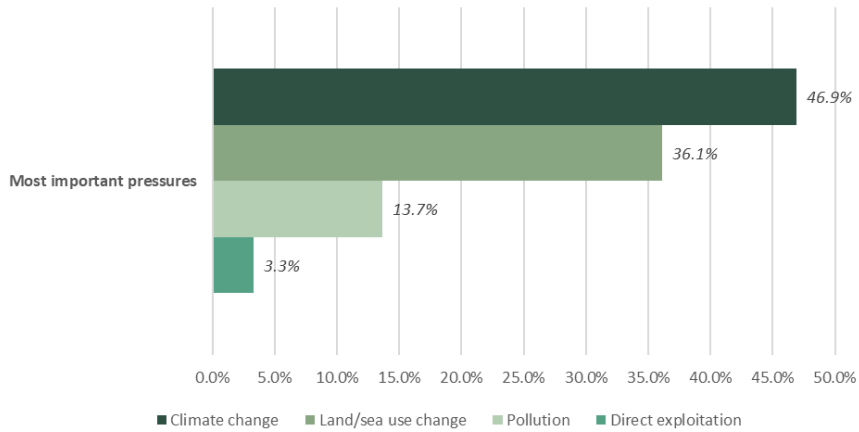
Contribution sectorielle de l'impact de ODDO BHF Asset Management SAS sur la biodiversité



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)

Par ailleurs, nous mesurons les pressions sous-jacentes les plus importantes sur la totalité de nos encours. Ceci nous permet de mieux cibler les risques liés aux pratiques des entreprises et de mieux les soutenir dans le cadre de nos engagements.

Principales pressions exercées par ODDO BHF Asset Management SAS sur la biodiversité



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)

La pression principale sur la biodiversité de nos investissements provient du changement climatique, qui modifie la répartition des différents écosystèmes, menaçant les espèces y vivant qui peinent à s’adapter. La deuxième pression la plus importante est le changement d’usage des terres et des mers, qui englobe notamment la déforestation.

Ces résultats sont cohérents avec le fait que le changement climatique a un impact majeur sur la perte de biodiversité, agissant comme une boucle de rétroaction avec des effets d’amplification. Cela renforce notre conviction que les deux sujets doivent être abordés simultanément.

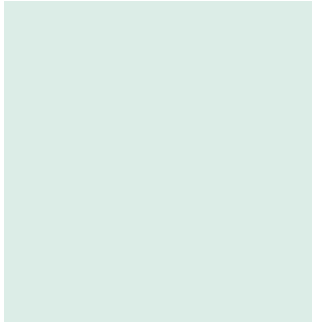
Définition des pressions du GBS et des pressions IPBES associées

Pressions IPBES	Pressions GBS	Définitions
Pressions terrestres		
Changement d’usage des sols et de la mer	Intrusion	L’intrusion humaine comprend les activités anthropogéniques dans des zones par ailleurs naturelles. Les perturbations directes (bruit, lumière, etc.) et indirectes (droit de passage pour la chasse, le tourisme, etc.) causées par les activités humaines sont prises en compte.
	Fragmentation	La fragmentation est la pression causée par la réduction et la subdivision des habitats naturels et la disparition des corridors écologiques empêchant le déplacement des espèces et limitant leurs espaces vitaux (la taille de la population d’une espèce est positivement corrélée à la taille de son habitat).
	Utilisation des sols	L’intensité de la gestion des sols a un impact sur la qualité et la quantité des habitats naturels. Les utilisations des sols à haute intensité, telles que les cultures intensives, maintiennent un niveau élevé de pression qui empêche les écosystèmes de revenir à un état plus naturel. La conversion d’écosystèmes naturels en zones urbaines, en terres cultivées, en forêts gérées, etc. détériore aussi directement l’intégrité écologique.



Changements climatiques	Changement climatique	L'excès de gaz à effet de serre émis entraîne une perturbation du climat mondial. L'augmentation de la température moyenne globale (ITMG) et le changement climatique induit modifient les zones de répartition des différents biomes, ce qui menace la survie de nombreuses espèces qui ne peuvent pas s'adapter assez rapidement à ce phénomène.
Pollutions	Dépôts atmosphériques d'azote	Les activités agricoles et industrielles provoquent des émissions d'azote dans l'atmosphère. Transporté par le vent ou l'eau (pluies acides), l'azote se dépose sur les écosystèmes terrestres. Lorsque la charge critique de l'écosystème est dépassée, le déséquilibre causé par les dépôts supplémentaires d'azote nuit à l'intégrité écologique, notamment par l'eutrophisation et la modification de la concurrence entre les plantes.
	Ecotoxicité terrestre	L'écotoxicité terrestre est la pression exercée par les substances chimiques (substances organiques et ions métalliques) sur les écosystèmes terrestres. Cela inclut par exemple les dommages causés par certains pesticides sur les écosystèmes.

Pressions aquatiques (eau douce)		
Changement d'usage des sols et de la mer	Conversion des zones humides	La conversion et l'assèchement des zones humides à des fins humaines entraînent la perte d'écosystèmes aquatiques (convertis en écosystèmes terrestres dégradés).
Surexploitation directe	Perturbation hydrologique due à l'utilisation directe de l'eau	La perturbation hydrologique est causée par l'écart entre les débits actuels des rivières et les débits naturels. Les causes de cet écart sont multiples. Dans le GBS, la pression exercée par les perturbations hydrologiques est divisée en une composante liée à l'utilisation directe de l'eau et une composante liée au changement climatique, sur la base de la source de l'écart de débit (les autres causes d'écart de débit comprennent les barrages fluviaux utilisés pour l'énergie hydroélectrique, le stockage de l'eau et/ou à d'autres fins). La déviation du débit associée à la perturbation hydrologique due à l'utilisation directe de l'eau est causée par le captage anthropique de l'eau.
Changements climatiques	Perturbation hydrologique due au changement climatique	La perturbation hydrologique est causée par l'écart entre les débits fluviaux actuels et les débits naturels. La deuxième composante de cette pression évaluée dans le GBS est la déviation du débit causée par le changement climatique (par des changements dans les précipitations ou l'évaporation).
Pollutions	Écotoxicité en eau douce	L'écotoxicité en eau douce est le miroir de l'écotoxicité terrestre affectant les écosystèmes d'eau douce : il s'agit de la pression exercée par les substances chimiques sur les écosystèmes aquatiques.
	Eutrophisation des eaux douces	Les activités humaines peuvent entraîner l'infiltration d'un excès de nutriments dans les masses d'eau. Ces déséquilibres stimulent excessivement la croissance des algues et des plantes aquatiques, ce qui peut entraîner un appauvrissement en oxygène, préjudiciable à d'autres organismes.



Utilisation des sols dans le bassin versant des rivières / zones humides

Les changements d'affectation des sols en amont, et en particulier l'intensification de l'affectation des sols en amont d'un bassin versant par l'urbanisation ou l'intensification de l'agriculture, ont un impact négatif indirect sur les masses d'eau en aval. Le type (et l'intensité) d'utilisation des sols est en effet un bon indicateur des émissions d'éléments nutritifs introduits par les activités humaines dans les écosystèmes. Dans le GBS, cette pression est divisée en deux, selon le type d'écosystème affecté : les rivières ou les zones humides.

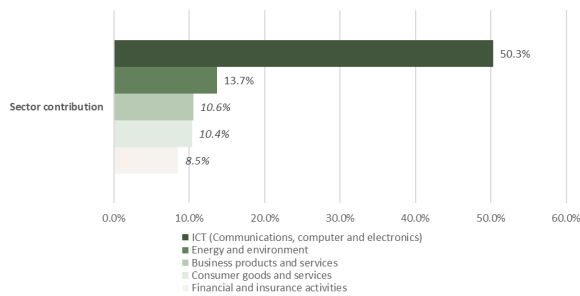
Source : BIA-GBS Carbon4 Finance

3.2.2 Niveau fonds

En ce qui concerne les fonds dont les actifs sous gestion sont supérieurs à 500 millions d'euros, nous avons obtenu les résultats suivants :

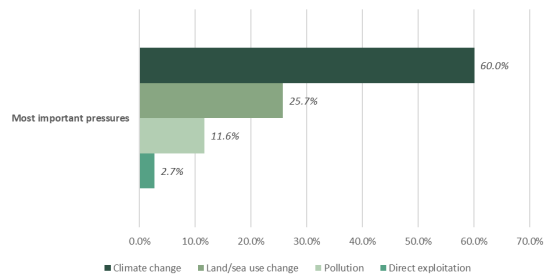
Fonds	MSAppb*/€/Mrd investi	Couverture
ODDO BHF Artificial Intelligence	13	95%

Contribution sectorielle de l'impact de ODDO BHF Artificial Intelligence sur la biodiversité



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)

Principales pressions exercées par ODDO BHF Artificial Intelligence sur la biodiversité

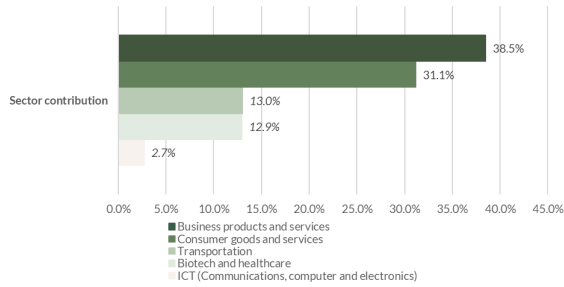


Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)



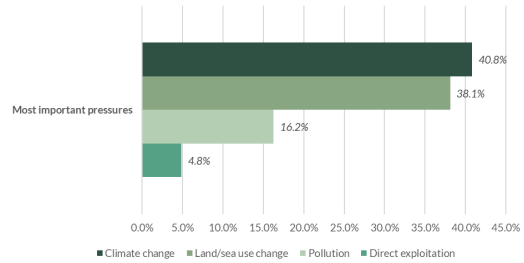
Fonds	MSAppb*/€/Mrd investi	Couverture
ODDO BHF Avenir Europe	58	85%

Contribution sectorielle de l'impact de ODDO BHF Avenir Europe sur la biodiversité



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)

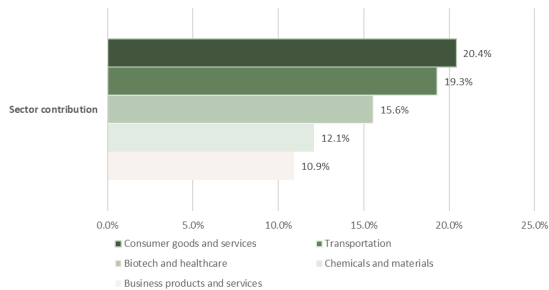
Principales pressions exercées par ODDO BHF Avenir Europe sur la biodiversité



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)

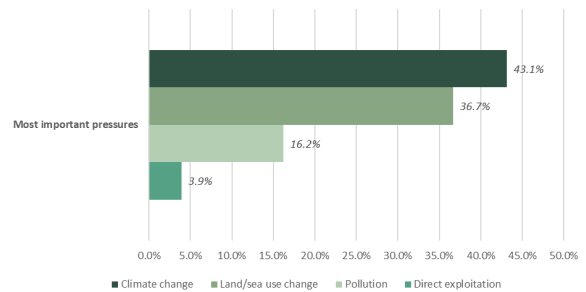
Fonds	MSAppb*/€/Mrd investi	Couverture
ODDO BHF Euro Credit Short Duration	59	43%

Contribution sectorielle de l'impact de ODDO BHF Euro Credit Short Duration sur la biodiversité



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)

Principales pressions exercées par ODDO BHF Euro Credit Short Duration sur la biodiversité



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)

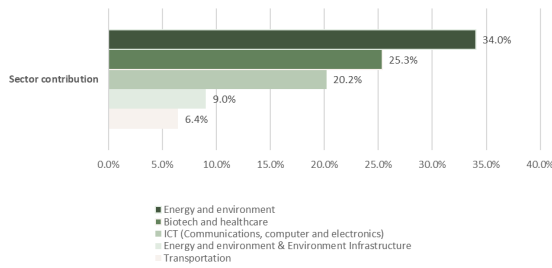
Fonds	MSAppb*/€/Mrd investi	Couverture
-------	-----------------------	------------

ODDO BHF Euro High Yield Bond

53

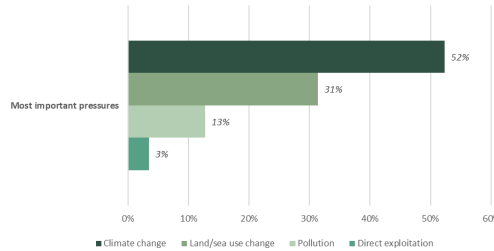
26%

Contribution sectorielle de l'impact de ODDO BHF Euro High Yield Bond sur la biodiversité



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)

Principales pressions exercées par ODDO BHF Euro High Yield Bond sur la biodiversité



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)

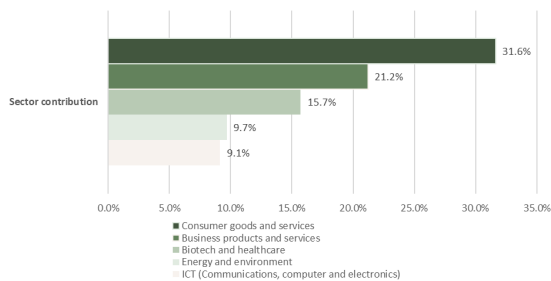
Fonds	MSAppb*/€/Mrd investi	Couverture
-------	-----------------------	------------

ODDO BHF Global Target 2028

75

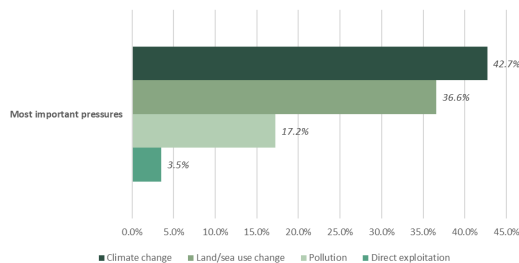
40%

Contribution sectorielle de l'impact de ODDO BHF Global Target 2028 sur la biodiversité



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)

Principales pressions exercées par ODDO BHF Global Target 2028 sur la biodiversité



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, BIA-GBS Carbon4 Finance (données avril 2026)

Conformément aux recommandations de la TNFD, à fin décembre 2025, nous estimons que 7.6% de nos investissements sont dans des entreprises disposant de sites ou d'activités situés dans des zones sensibles du point de vue de la biodiversité et associées à des impacts négatifs (cf. indicateur PAI 7).

Par ailleurs, 19.2% de nos encours cotés sont investis dans des secteurs présentant des impacts et/ou des dépendances significatifs vis-à-vis de la nature (c.f. [guidance TNFD pour les institutions financières](#)). Les principales expositions sectorielles pour cette seconde métrique sont détaillées ci-après :



Division NACE	Exposition (% des encours)
Fabrication de véhicules automobiles, de remorques et de semi-remorques	2.61%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	2.11%
Fabrication de produits chimiques	1.87%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	1.82%
Fabrication de machines et équipements non classés ailleurs	1.33%
Génie civil	1.07%
Fabrication de boissons	0.64%
Entreposage et services auxiliaires des transports	0.63%
Fabrication d'équipements électriques	0.61%
Extraction de pétrole brut et de gaz naturel	0.49%

8° Prise en considération des critères ESG dans la gestion des risques

1. Description du processus de gestion des risques

Actifs listés

L'équipe de Recherche ESG est en charge de noter les entreprises afin de refléter les risques de durabilité grâce à son modèle de notation interne et de faciliter l'intégration des notes ESG de son prestataire externe (MSCI ESG Research). Le contrôle des risques de durabilité est ensuite assuré par le département Risques & Conformité, indépendant des équipes de gestion et rattaché directement au CEO de ODDO BHF Asset Management SAS. Cette équipe analyse et suit les risques de marché, de liquidité et de contrepartie des fonds gérés par ODDO BHF Asset Management SAS.

Le premier point d'identification et gestion des risques de durabilité concerne notre politique d'exclusion. Comme mentionné précédemment en section 1° *Approche générale de l'entité*, les règles d'exclusions peuvent varier d'un fonds ou mandats à un autre. Les listes d'exclusions sont établies mensuellement par l'équipe de Recherche ESG et transmises aux équipes de gestion ainsi qu'à l'équipe Risques & Conformité pour son implémentation dans le système de contrôle.

Le second point d'identification et gestion des risques de durabilité concerne les règles propres fixées à nos fonds et mandats art. 8-9. Il peut s'agir d'exclusions de certaines notations ESG sur la base de notre modèle interne ou des notes ESG de MSCI mais aussi d'exclusions sectorielles reposant sur les données de notre prestataire externe.

Les listes d'exclusion et les règles de sélection ESG sont configurés dans le système de conformité pré-négociation (Bloomberg AIM). Cette option permet d'appliquer une liste d'exclusion au fonds ou mandats et de générer des messages de blocage avant l'exécution des transactions ou l'envoi des ordres au desk :

- › En pré-trade dans Bloomberg AIM (blocage en cas d'achat) sur la base des portefeuilles en temps réels ;
- › En post-trade via l'outil interne Sentinel (rappel en cas d'éventuel non-respect) sur la base des inventaires comptables.

Dans le cas de certaines limites d'investissement à respecter, les gérants sont immédiatement informés par la direction des Risques de tout incident ou éloignement de ces limites. Les corrections sont alors prises en compte dans les portefeuilles dès que l'équipe de gestion en est informée. Pour tous les dépassements déjà traités et non résolus, le contrôle interne effectue dans un premier temps des relances par courrier électronique. Par ailleurs, une procédure d'escalade existe. Tous les dépassements avérés sont signalés par courrier électronique aux gérants concernés, au Responsable de pôle et conservés dans la piste d'audit. En cas de dépassement persistant, un arbitrage est demandé au Comité Conformité et à défaut, au Comité de direction. Afin de garantir un suivi régulier de la situation, un rapport hebdomadaire des dépassements significatifs est communiqué par mail au département Conformité et Contrôles internes ainsi qu'au co-Directeur des investissements du Groupe.

Pour s'assurer du respect de ces règles et d'une meilleure compréhension des enjeux de durabilité, des échanges réguliers ont lieu entre les équipes Risques & Conformité, les équipes de gestion et l'équipe Recherche ESG.

De plus amples information sur notre politique relative à l'intégration des risques en matière de durabilité dans le processus de prise de décision d'investissement au titre de l'Article 3 SFDR peuvent être consultées sur notre page réglementaire³⁷.

Actifs privés

En termes d'organisation, le département de conformité & risque est indépendant des gérants et rapporte directement au CEO de ODDO BHF Asset Management.

Les contrôles sont organisés à deux niveaux indépendants :

- Les contrôles de premier niveau sont effectués par les équipes opérationnelles, c'est-à-dire l'équipe d'investissement (incluant les gérants et analystes) et le middle office.

³⁷ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/informations-reglementaires/>



- Les contrôles de second niveau sont effectués conformément au plan de contrôle annuel par l'équipe conformité & risque, indépendamment des activités opérationnelles.

Le département de conformité vérifie et contrôle le respect de la présente politique d'investissement responsable dans le cadre du plan de contrôle annuel.

Les résultats des contrôles de deuxième niveau sont communiqués au comité de conformité et des risques. En cas de violation, le département de conformité et de risque informe la direction de ODDO BHF Asset Management et met en œuvre un plan d'action. Ce plan d'action est suivi jusqu'à ce que la violation soit résolue.

2. Risques de durabilité

Les risques de durabilité sont, au sens du règlement SFDR, « un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement. »

Risques de Transition, ils font référence aux risques résultant d'une évolution vers une société plus durable et se décomposent en sous-risques :

Risques réglementaires : Les risques réglementaires découlent des évolutions des cadres législatifs et normatifs visant à limiter les activités à impact négatif sur le climat et la nature, et à promouvoir des modèles économiques plus durables. Ils peuvent se traduire par l'introduction de nouvelles contraintes opérationnelles, des coûts de mise en conformité accrus, ou encore des restrictions d'accès à certains marchés. Certaines évolutions réglementaires sont susceptibles d'entraîner une dépréciation, voire une obsolescence anticipée de certains actifs ("stranded assets"), en particulier dans les secteurs les plus exposés aux enjeux climatiques et environnementaux. Les mécanismes de tarification du carbone ou les politiques de sortie progressive des véhicules thermiques en Europe illustrent notamment ces dynamiques. Ces évolutions concernent à la fois les enjeux climatiques et la préservation de la biodiversité et des écosystèmes. Par nature, ces risques présentent une forte dimension géographique, reflétant l'hétérogénéité des politiques publiques et des cadres réglementaires selon les juridictions.

Risques technologiques : Les risques technologiques résultent des innovations associées à la transition vers une économie bas-carbone et respectueuse de la nature, susceptibles de rendre certains actifs, procédés ou modèles d'affaires obsolètes. Ils peuvent entraîner des pertes de compétitivité, des dépréciations d'actifs ou la nécessité d'investissements significatifs pour s'adapter aux nouvelles technologies, certaines innovations pouvant rendre prématurément obsolètes des actifs existants et conduire à des situations de "stranded assets" (« actifs échoués »). Ces évolu-

tions concernent notamment les technologies contribuant à la préservation des ressources naturelles, des écosystèmes et des services qu'ils rendent. Bien que leur matérialisation puisse être influencée par les cadres réglementaires, ces risques présentent une dimension largement transversale, la diffusion des innovations s'opérant rapidement à l'échelle mondiale.

Risques de marché (produits, services, commodités) et réputationnels : Les risques de marché et de réputation découlent des évolutions des préférences des consommateurs et des investisseurs, ainsi que des perceptions croissantes quant à l'impact des entreprises sur le climat et la nature, y compris la biodiversité et les écosystèmes. Ils peuvent se traduire par des variations de la demande, une perte de parts de marché, une dégradation de l'image de marque ou de l'acceptabilité sociale. Ces risques intègrent également des effets indirects liés aux contraintes pesant sur les chaînes d'approvisionnement et les capacités de production, notamment lorsque celles-ci sont affectées par des facteurs environnementaux. Ils sont particulièrement marqués dans les zones géographiques et les segments de marché les plus sensibles aux enjeux de durabilité, et devraient s'intensifier à mesure que la prise de conscience environnementale et la fréquence des événements climatiques extrêmes augmentent.

Risques physiques, ils font référence aux conséquences directes du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité. Ils se décomposent en sous-risques :

Risques physiques aigus : Les risques physiques aigus correspondent aux événements climatiques extrêmes et ponctuels, tels que les tempêtes, inondations, vagues de chaleur ou incendies. Ils peuvent entraîner des dommages directs aux infrastructures, des interruptions d'activité ou des perturbations logistiques, avec des impacts immédiats sur les actifs, les capacités de production et les chaînes d'approvisionnement. Ces événements peuvent également affecter les écosystèmes locaux et les services écosystémiques associés, renforçant ainsi les vulnérabilités opérationnelles. Leur intensité et leur fréquence sont susceptibles d'augmenter sous l'effet du changement climatique, en particulier dans certaines zones géographiques exposées, ce qui accroît leur matérialité pour les entreprises.

Risques physiques chroniques : Les risques physiques chroniques correspondent aux effets progressifs et de long terme des évolutions climatiques et environnementales, tels que l'augmentation des températures moyennes, les modifications des régimes de précipitations, le stress hydrique ou encore la dégradation des écosystèmes et de la biodiversité. Ces phénomènes peuvent affecter la disponibilité et le coût des ressources naturelles ainsi que des services écosystémiques – notamment liés à l'eau, aux sols, à la pollinisation ou à la régulation climatique – dont dépendent les activités économiques. Ils sont susceptibles d'entraîner une altération durable des conditions d'exploitation, en affectant la productivité des actifs, la résilience des chaînes d'approvisionnement et la localisation des activités. À ce titre, ces risques peuvent dégrader progressivement



les capacités de production, accroître les coûts opérationnels et affecter la performance financière des entreprises exposées.

L'équipe de Recherche ESG tient une feuille de route de matérialité sectorielle afin de prendre en considération les conclusions des travaux les plus récents sur les risques et les enjeux liés à la durabilité. La pondération du modèle ESG interne pour les entreprises est adaptée par secteur, tout comme dans le modèle de notation de MSCI ESG Research. Le périmètre des produits concernés est décrit en section 1. *Approche générale de l'entité concernant la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).*

Le tableau ci-dessous recense les risques couverts par notre modèle interne et / ou celui de notre fournisseur externe MSCI ESG Research :

Risque	Critère	Sources
Risques de transition	› Ambition et pertinence de la stratégie de décarbonation	› MSCI ESG Research
	› Politiques de biodiversité et mesures préventives des sociétés	› Rapport annuel/sur le développement durable des entreprises
	› Exposition aux régulations carbone	› Dialogues avec les entreprises
	› Activités régulées et/ou posant un risque pour la nature	› CDP
	› Dépenses d'investissement vertes	› SBTi
	› Offre de produits durables	› Carbon4 Finance
	› Actifs échoués (<i>stranded assets</i>)	› Urgewald
	› Controverses environnementales, notamment déforestation	› Bloomberg
Risques physiques	› Exposition des sites de production et chaînes de valeurs aux risques physiques (sécheresses, ouragans etc.)	› Recherche broker
	› Dépendance aux ressources naturelles et services écosystémiques (eau, pollinisation etc.)	› Carbon4 Finance
	› Résilience opérationnelle et plan de continuité	› Dialogues avec les entreprises
		› Actualités

3. Fréquence de revue du cadre de gestion des risques

Le cadre de gestion des risques de premier niveau est revu de manière continue incluant une revue de la politique d'investissement responsable pour les actifs listés et privés à la suite de leur revue annuelle.

4. Plan d'action pour réduire les risques de durabilité

Notre plan d'action ESG au niveau de l'entité décrit en section 1 du présent document vise à réduire les risques de durabilité tout au long du cycle d'investissement.

Bloc	Description des mesures visant à réduire les risques de durabilité
<p>Exclusions</p>	<p>Dans une logique de double matérialité et en alignement avec les dispositions de la TCFD, la TNFD et l'article 29, notre politique d'exclusion vise à réduire l'exposition aux activités les plus vulnérables aux risques de transition, ainsi qu'à celles générant des impacts négatifs significatifs sur l'environnement et la société.</p> <p>Nos exclusions ciblant les énergies fossiles les plus critiques (charbon, pétrole et gaz non conventionnels) permettent de limiter structurellement notre exposition au secteur de l'énergie, particulièrement exposé aux risques de transition, et de maintenir une exposition limitée, prudente et nuancée à ce secteur.</p> <p>Nos exclusions spécifiques à la biodiversité, portant notamment sur l'huile de palme et certaines controverses environnementales, visent à réduire notre exposition aux émetteurs ayant des impacts négatifs significatifs sur la nature, les écosystèmes et les services écosystémiques.</p> <p>Par ailleurs, nos exclusions normatives, fondées sur les violations du Pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'attention des entreprises multinationales, contribuent à réduire notre exposition aux entreprises faisant l'objet de controverses sur un large éventail de principes de développement durable, incluant notamment les droits humains et les impacts sur les populations locales.</p> <p>Enfin, d'autres exclusions peuvent également être appliquées, en particulier dans le cadre de fonds labellisés ou en cohérence avec la philosophie d'investissement des produits concernés.</p> <p>Etablies et mises à jour mensuellement sur la base de données fournies par MSCI ESG Research et Urgewald, ces exclusions sont intégrées par l'équipe Risques & Conformité dans les outils de gestion des risques et de contrôle. Elles font l'objet de contrôles systématiques en pré-trade et en post-trade.</p> <p>Pour plus d'informations, veuillez-vous référer à notre politique d'exclusion, disponible sur notre site internet.</p>
<p>Intégration ESG</p>	<p>Afin de réduire les risques de durabilité, nos fonds SFDR Article 8 visent à surperformer leur indicateur de référence, soit en termes de score ESG, soit en termes d'intensité carbone (scopes 1 et 2). A nouveau, ces règles sont contrôlées par l'équipe Risque & Conformité dans leurs outils.</p> <p>Le score ESG, qu'il soit issu de MSCI ESG Research ou de notre modèle propriétaire, vise à évaluer les émetteurs au regard de leur capacité à gérer les risques et à saisir les opportunités liées au développement durable, en fonction de la matérialité de ces enjeux pour leurs activités, tels que la transition climatique, le capital naturel ou les droits humains. Un fonds affichant un score supérieur à celui de son indicateur de référence est ainsi considéré comme étant moins exposé aux risques de durabilité et/ou mieux positionné pour tirer parti des opportunités associées.</p>



L'intensité carbone d'un fonds constitue un indicateur d'exposition aux émetteurs les plus intensifs en carbone. Nos fonds ayant retenu cet indicateur entendent donc réduire leur exposition aux entreprises les plus émettrices, limitant ainsi les risques de transition tout en contribuant au financement de la transition climatique.

Engagement actionnarial

Notre démarche d'engagement actionnarial constitue un levier central d'identification et de gestion des risques de durabilité.

Chaque année, nous dialoguons avec des dizaines d'entreprises dans lesquelles nous sommes investis afin d'évaluer leurs risques et opportunités matériels. Le changement climatique, le capital naturel et les opportunités environnementales figurent parmi les principaux thèmes abordés, en cohérence avec notre stratégie climat et biodiversité, et dans l'objectif de renforcer notre compréhension et notre gestion des risques de durabilité.

Par ailleurs, nous menons des engagements de long terme sur les enjeux climatiques et de biodiversité, notamment dans le cadre d'initiatives collectives telles que Climate Action 100+, Nature Action 100+ ou encore la campagne de non-divulgaration du CDP (« non-disclosure campaign »). Ces initiatives visent à encourager l'amélioration des stratégies et du reporting des entreprises en matière de durabilité, contribuant ainsi à une meilleure identification et maîtrise de leurs risques de durabilité.

Toutes les règles d'investissement sont disponibles dans le prospectus et annexes du produit concerné. Ils sont publiés sur la page consacrée aux fonds³⁸.

5. Impact financier des principaux risques de durabilité

L'atténuation du réchauffement climatique et l'adaptation aux conséquences du changement climatique exposent les émetteurs à des risques de transition, à des risques physiques, ainsi qu'à des opportunités potentielles. MSCI ESG Research a développé la Climate Value-at-Risk (« Climate VaR »), un indicateur qui fournit une estimation quantitative et prospective de l'impact du changement climatique sur la valorisation des émetteurs, en rapportant les coûts climatiques futurs actualisés à la valeur actuelle de marché de l'entreprise, selon différents scénarios climatiques (2°C, 5°C, etc.), ainsi que différentes intensités de matérialisation des risques physiques (scénarios moyens et extrêmes).

À l'instar de l'indicateur d'alignement en température implicite, la Climate VaR présente certaines limites, notamment liées à la complexité des modèles utilisés et aux incertitudes inhérentes aux projections de scénarios futurs. Néanmoins, nous considérons qu'elle constitue un outil d'analyse pertinent et complémentaire. Pour plus d'informations, veuillez-vous référer à la documentation publiée par MSCI ESG Research.

³⁸ <https://am.oddo-bhf.com/fr-fr/investisseur-professionnel/fonds/>

En 2025, nous avons organisé une présentation détaillée de la Climate VaR à destination des équipes Risques et avons initié une diffusion mensuelle en interne de cet indicateur pour nos principaux fonds, selon plusieurs scénarios climatiques. Nous avons retenu un scénario central à 3°C, un scénario plus favorable à 2°C, ainsi que deux scénarios défavorables (4°C et 5°C), afin de couvrir un éventail large et réaliste de trajectoires possibles. Cet outil d'analyse vient ainsi compléter notre dispositif global de gestion des risques de durabilité, en apportant une lecture prospective et scénarisée des impacts du changement climatique, en complément de nos exclusions, de l'intégration ESG et de l'engagement actionnarial.

Voici la Climate VaR de nos principaux fonds à fin 2025 sous plusieurs scénarios :

ODDO BHF Artificial Intelligence				
scénario	2°C	3°C	4°C	5°C
Climate VaR Moyenne	-0.47%	-0.65%	-1.12%	-1.44%
Climate VaR Extreme	-0.70%	-0.94%	-1.59%	-1.98%

ODDO BHF Avenir Europe				
scénario	2°C	3°C	4°C	5°C
Climate VaR Moyenne	-0.55%	-0.00%	-2.09%	-2.74%
Climate VaR Extreme	-0.81%	-0.34%	-2.69%	-3.48%

ODDO BHF Euro Credit Short Duration				
scénario	2°C	3°C	4°C	5°C
Climate VaR Moyenne	-0.80%	-1.97%	-0.50%	-0.74%
Climate VaR Extreme	-0.87%	-2.12%	-0.80%	-0.97%

ODDO BHF Euro High Yield				
scénario	2°C	3°C	4°C	5°C
Climate VaR Moyenne	-0.52%	-2.06%	-0.56%	-0.80%
Climate VaR Extreme	-0.68%	-2.35%	-1.21%	-1.44%



ODDO BHF Global Target 2028				
scenario	2°C	3°C	4°C	5°C
Climate VaR Moyenne	-0.37%	-2.71%	-0.46%	-0.86%
Climate VaR Extreme	-0.39%	-2.75%	-0.89%	-1.26%

ODDO BHF Asset Management SAS (France)

Société de Gestion de Portefeuilles agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° d'agrément GP 99011.

SAS au capital de 21 500 000€. RCS 340 902 857 Paris.

12 boulevard de la Madeleine – 75440 Paris Cedex 09 France – Tél. : +33 1 44 51 85-00

am.oddo-bhf.com